

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION
ET LA FRAUDE COMMERCIALE

L'État intensifie ses opérations de contrôle

Le ministère du Commerce Intérieur a intensifié son dispositif de contrôle durant les huit premiers mois de 2025, avec un bilan qui témoigne de l'ampleur de la mobilisation. Pas moins de 1, 828 million interventions ont été menées à travers le territoire national, confirmant la stratégie de l'État visant à protéger le pouvoir d'achat, garantir la disponibilité des produits et lutter contre la spéculation ainsi que la fraude commerciale. P 3



LIGNE FERROVIAIRE
MINIÈRE DE L'OUEST
**Des instructions
pour combler les
insuffisances
constatées**

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a tenu, hier dans la wilaya de Tindouf, une réunion de coordination avec les responsables des entreprises réalisatrices du projet de ligne ferroviaire minière de l'Ouest.

P 2

RELATIONS
ALGÉRO-AMÉRICAINES
**Washington
veut élargir son
partenariat avec
Alger**

Le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, a réaffirmé la volonté des États-Unis d'élargir et de renforcer leurs relations économiques et commerciales avec l'Algérie. Dans une vidéo diffusée par l'ambassade américaine à Alger sur ses réseaux sociaux officiels, il a évoqué « d'énormes opportunités » de coopération, bénéfiques pour les deux peuples.

P 3

IL S'EST ENGAGÉ À PRENDRE
EN CHARGE LEURS
PRÉOCCUPATIONS
**Le ministre de
l'Agriculture à
l'écoute des
investisseurs**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a présidé samedi soir une rencontre nationale cruciale avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans les wilayas du Sud. L'événement, organisé par son département, s'est voulu un espace d'échanges directs et de concertation, destiné à lever les obstacles qui freinent l'exploitation optimale des terres attribuées dans le cadre des grands programmes de développement agricole saharien.

P 5

BOURSE D'ALGER

**Approbation de l'émission de
titres participatifs de 400
millions DA par la société
Relaxi** P 2

ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT
SECTORIEL

**Cap sur l'industrialisation
et la modernisation agricole** P 5

SÉTIF

**Plus de 15000 visiteurs au
1er salon international de
l'industrie** P 6

BOURSE D'ALGER

**Approbation de
l'émission de titres
participatifs de 400
millions DA par la société
Relaxi**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) a accordé son visa à la notice d'information relative à l'émission de titres participatifs par la société "Relaxi SPA", dans le cadre d'une opération de financement destinée exclusivement aux investisseurs professionnels, pour un montant total de 400 millions DA, a indiqué la Cosob, dans un communiqué publié dimanche. L'opération porte sur l'émission de 400.000 titres participatifs dématérialisés, d'une valeur nominale de 1.000 DA chacun, pour une durée totale d'émission de sept ans, et qui seront cotés sur le compartiment émergent du marché des titres de créance de la Bourse des valeurs mobilières, précise la même source. La rémunération proposée est basée sur "un taux fixe nul et un taux variable indexé sur le résultat net dégagé à la clôture de chaque exercice comptable", selon le communiqué, qui précise que "la partie variable sera versée entre le dernier jour du sixième mois et le quinzième jour du septième mois suivant la clôture de l'exercice social". Lancée en 2022, la société Relaxi SPA est spécialisée dans la conception, le découpage, la production, le façonnage et la commercialisation de matelas, de literie et de mobilier en bois. Cette société, basée à Oran et qui détient un capital social de 260 millions DA, a réalisé en 2024 un chiffre d'affaires de plus de 1,9 milliard DA.

ÉLIMINATION DE LA RAGE

L'Algérie met en place un plan national stratégique

L'Algérie se fixe un objectif ambitieux : éliminer la rage humaine d'ici 2030, conformément aux engagements internationaux et aux Objectifs de développement durable. Si des progrès notables ont été enregistrés ces dernières années, la maladie continue de représenter une menace sanitaire majeure, avec 9 décès humains recensés en 2025 et des centaines de milliers de personnes exposées chaque année.

Par M. A.

Selon les données du ministère de la Santé, plus de 241 500 cas de morsures ont été enregistrés en 2024, un chiffre en hausse de 17 % par rapport à 2023. Les enfants de moins de 15 ans représentent plus de 40 % des victimes, une situation préoccupante qui illustre leur vulnérabilité face aux animaux domestiques et errants. «La rage est une maladie mortelle à 100 % dès l'apparition des symptômes, mais elle reste totalement évitable si la prise en charge est rapide et adaptée », a expliqué Mme Samia Hamadi, directrice de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles au ministère de la Santé, invitée de la radio nationale. La transmission est dans la majorité des cas liée aux animaux de compagnie. À l'échelle mondiale, plus de 95 % des cas humains sont dus aux chiens. En Algérie, la proportion reste élevée, avec 55 % des transmissions par les chiens et 44 % par les chats, sans exclure d'autres animaux comme les carnivores ou les bovins. Face à cette situation, les autorités sanitaires ont renforcé le dispositif de

prise en charge. En 2024, 84 % des personnes mordues ont reçu un vaccin grâce aux unités antirabiques implantées à travers le pays, où le vaccin et le sérum sont disponibles gratuitement. Le protocole prévoit un lavage immédiat de la plaie à l'eau et au savon pendant quinze minutes, suivi d'une vaccination selon un schéma de cinq doses, et l'administration d'un sérum antirabique dans les cas graves. Mais au-delà du traitement, c'est une approche globale qu'adopte désormais l'Algérie. Un plan national stratégique d'élimination de la rage a été élaboré avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), de la FAO et de l'Alliance mondiale pour la lutte contre la rage (GARC). Placé sous la présidence du ministère de l'Agriculture et impliquant plusieurs secteurs, ce plan vise à vacciner massivement les chiens, contrôler leur population, renforcer la surveillance épidémiologique et améliorer la communication auprès du grand public. « La réussite de ce plan repose sur une coordination multisectorielle : Santé, Agriculture, Intérieur et Collecti-

vités locales doivent agir ensemble pour réduire les risques. La gestion des déchets, la lutte contre l'errance canine et la vaccination des animaux domestiques sont des priorités absolues », a insisté Mme Hamadi. Des mesures complémentaires ont déjà été mises en place, comme l'instruction interministérielle signée récemment pour assurer un suivi rigoureux des actions sur le terrain. Les laboratoires régionaux de l'Institut Pasteur ont également vu leurs capacités renforcées afin d'assurer un diagnostic rapide et fiable. Si les défis persistent, notamment avec le commerce informel et la prolifération des chiens errants, les premiers résultats positifs sont déjà visibles. Le ministère note une baisse notable des cas d'intoxications alimentaires liés au commerce formel, signe que le renforcement de la régulation sanitaire porte ses fruits. « L'élimination de la rage humaine n'est pas un rêve, c'est un objectif atteignable. Avec la mobilisation de tous et l'application stricte des mesures de prévention, nous pouvons protéger durablement nos enfants et l'ensemble de la population », a-t-il conclu.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE DE L'OUEST

Des instructions pour combler les insuffisances constatées

Par R. E.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a tenu, hier dans la wilaya de Tindouf, une réunion de coordination avec les responsables des entreprises réalisatrices du projet de ligne ferroviaire minière de l'Ouest. Lors de cette séance de travail tenu à la base de vie de la région de Hassi-Khebbi (commune d'Oum Laassel), le ministre a donné des instructions aux entreprises de réalisation afin de rattraper les insuffisances constatées et leur trouver des solutions appropriées dans de brefs délais, en vue de livrer le projet comme prévu, avant la fin de l'année en cours. Les travaux, confiés à deux groupements d'entreprises, Cosider et le partenaire

chinois, et la Société nationale des travaux publics (SNTP) et l'Entreprise nationale de génie-civil et bâtiment (ENGCB), ont été achevés pour un tronçon de 410 km et se poursuivent sur les 540 km restants, a-t-il relevé. Le projet a fait gagner les cadres algériens en expérience en matière de réalisation de ce type d'infrastructures, en coordination avec le partenaire chinois et les différentes entreprises et bureaux d'études qui y opèrent, a souligné M.Djellaoui en constatant une complémentarité entre les différentes parties, permettant une synergie et une cohésion dans le travail. Pour leur part, les entreprises réalisatrices se sont engagées à livrer le tronçon Hassi-Khebbi/Oum-Laassel/Tindouf/Gara-Djebilet dans les délais convenus. Le ministre des Travaux pu-

blics et des infrastructures de base a également écouté les doléances des élus et notables de la commune d'Oum-Laassel, à vocation pastorale, liées notamment à la projection de voies de passage de leurs cheptels sur le tracé du la voie ferroviaire, en plus de la prise de mesures urgentes pour la maintenance de la RN-50. M.Djellaoui s'est engagé à soumettre ces préoccupations aux techniciens de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des infrastructures ferroviaires (Anesrif) et des bureaux d'études. Il a, de même, instruit les cadres de son département ministériel à réfléchir sur des solutions à l'état de la RN-50 traversant Oued Dawra, et qui connaît des dégradations sous l'effet des eaux pluviales, entraînant une perturbation de la circulation pour les usagers de

cette route menant de et vers Tindouf. Au deuxième jour de sa visite de travail dans cette wilaya, le ministre a inspecté dimanche la gare ferroviaire de Hassi-Khebbi, l'atelier de soudure et l'unité de fabrication de traverses en béton, ainsi que l'opération de pose des rails. Il s'est également enquis du projet de réalisation d'un ouvrage d'art au point kilométrique PK-600, avant d'inspecter les travaux de réalisation de la voie ferrée dans la commune d'Oum-Laassel (170 km Nord de Tindouf) et de visiter une unité de fabrication de traverses ferroviaires dans la zone de Hassi-Mounir. M.Djellaoui poursuit dimanche après midi sa visite de travail dans la wilaya de Tindouf par l'inspection de plusieurs autres structures et projets relevant de son secteur.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ET LA FRAUDE COMMERCIALE

L'État intensifie ses opérations de contrôle

Le ministère du Commerce Intérieur a intensifié son dispositif de contrôle durant les huit premiers mois de 2025, avec un bilan qui témoigne de l'ampleur de la mobilisation. Pas moins de 1, 828 million interventions ont été menées à travers le territoire national, confirmant la stratégie de l'État visant à protéger le pouvoir d'achat, garantir la disponibilité des produits et lutter contre la spéculation ainsi que la fraude commerciale.

Par Mourad A.

Dans ce vaste dispositif, 884 121 interventions ont ciblé la qualité des produits et la lutte contre la fraude, tandis que 944 666 concernaient la régulation des pratiques commerciales. La lutte contre la spéculation a mobilisé à elle seule 153 917 actions spécifiques. Ces efforts ont permis de constater 142 373 infractions, dont plus de 92 500 liées au manque de transparence commerciale. Le chiffre d'affaires dissimulé, mis au jour par les contrôles, s'élève à 3 500 milliards de dinars, et les marchandises saisies représentent une valeur de 1 371 milliard de dinars. Au total, 137 163 dossiers ont été transmis à la justice.

« Les agents de contrôle sont au-

jourd'hui légalement protégés contre toute forme d'agression. Les cas de violences verbales ou physiques donnent désormais lieu à des poursuites judiciaires », a indiqué Kamel Boukheddache, directeur central au ministère du Commerce, a souligné la détermination de ses services. Dans une déclaration à la chaîne de télévision « Echourouk News», il a insisté sur la nécessité de renforcer la confiance et la sécurité des équipes sur le terrain. La rentrée scolaire 2025-2026 a été marquée par une autre initiative du ministère, celle de l'organisation de 353 foires scolaires réparties sur l'ensemble des wilayas, réunissant près de 2 883 participants dont de nombreux producteurs locaux et artisans. Ces espaces commerciaux temporaires visaient à proposer aux familles

des fournitures à des prix encadrés, plus accessibles et mieux adaptés à leur budget. « Les cahiers, par exemple, sont désormais produits localement à 100 %, avec un prix de vente qui a baissé de 50 dinars à une fourchette de 35 à 40 dinars », a précisé M. Boukheddache. Il a ajouté que des réductions pouvant atteindre 30 % ont été appliquées dans ces foires, contribuant ainsi à soulager les dépenses scolaires des familles. Au-delà des fournitures, ces foires s'inscrivent dans un modèle économique déjà testé avec succès lors du mois de Ramadan, à travers des marchés de proximité destinés à contenir les prix et à soutenir la production nationale. L'expérience pourrait être élargie à d'autres secteurs pour favoriser la stabilité du marché.

Dans le cadre de la lutte contre les flam-

bées de prix, le ministère a également introduit des prix de référence pour certains produits stratégiques, à l'image de la pomme locale plafonnée à 400 DA/kg. Une mesure destinée à contrer les spéculations et à protéger le consommateur. Cependant, malgré les résultats positifs, les défis restent nombreux. Le commerce informel et la vente anarchique de produits sensibles continuent de fragiliser les efforts de régulation. Le ministère insiste néanmoins sur les avancées enregistrées, notamment la réduction des cas d'intoxications alimentaires liés au commerce formel, signe que le renforcement des contrôles commence à porter ses fruits.

RELATIONS ALGÉRO-AMÉRICAINES

Washington veut élargir son partenariat avec Alger

Synthèse Selma R.

Le secrétaire d'État adjoint américain, Christopher Landau, a réaffirmé la volonté des États-Unis d'élargir et de renforcer leurs relations économiques et commerciales avec l'Algérie. Dans une vidéo diffusée par l'ambassade américaine à Alger sur ses réseaux sociaux officiels, il a évoqué « d'énormes opportunités » de coopération, bénéfiques pour les deux peuples.

« L'une des questions suscitant le plus d'intérêt et sur lesquelles j'ai travaillé récemment, c'est d'ouvrir les perspectives des relations commerciales entre nos deux grands pays », a-t-il déclaré, estimant que ces opportunités permettront d'enregistrer davantage de progrès « au profit des peuples al-

gérien et américain ».

En marge de son message, Christopher Landau est revenu sur sa rencontre, tenue à New York, avec Ahmed Attaf, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. Les deux responsables ont examiné les moyens d'exploiter pleinement les opportunités offertes par la coopération bilatérale. Le secrétaire d'État adjoint américain a également exprimé son souhait de visiter prochainement l'Algérie et son « attachement profond à rapprocher davantage les deux pays pour bâtir un avenir plus prospère ».

Cette déclaration intervient dans un contexte marqué par le renforcement du dialogue entre Alger et Washington. Récemment, l'ambas-

sadrice des États-Unis en Algérie, Elizabeth Moore Aubin, avait rappelé que les relations bilatérales « connaissent un développement notable » et que son pays « voit dans l'Algérie un partenaire stratégique de premier plan, tant sur le plan économique que politique ».

Elle avait insisté sur la nécessité d'accroître les échanges commerciaux, de développer les investissements et de multiplier les partenariats dans des secteurs clés comme l'énergie, l'agroalimentaire, les nouvelles technologies et l'éducation.

La dynamique a également été renforcée par la visite, à Alger, du haut conseiller du président américain, Massad Boulos, chargé des affaires arabes, africaines et du Moyen-Orient. Celui-ci avait affirmé que sa venue « marque le

début d'une collaboration pour un avenir plus prospère » pour les deux pays et pour toute la région. Il avait souligné que l'Algérie représente pour les États-Unis « un partenaire clé », non seulement dans le domaine sécuritaire mais aussi dans le développement des échanges économiques et commerciaux.

Lors de cette visite, des rencontres avaient eu lieu avec plusieurs ministres algériens, notamment ceux de l'Énergie, des Mines et de l'Agriculture, afin d'explorer de nouveaux créneaux de coopération. Boulos avait également mis en avant la volonté américaine de soutenir l'Algérie dans ses efforts de diversification économique et de développement durable.

Ces déclarations successives, tant de l'ambassadrice américaine que

des responsables de haut niveau, traduisent une volonté claire : élargir le partenariat économique et commercial entre Alger et Washington, au-delà des domaines traditionnels, pour en faire un axe stratégique de leurs relations. Les opportunités identifiées concernent autant les investissements directs, que l'augmentation des exportations hors hydrocarbures, le transfert technologique ou encore la mise en place de projets conjoints dans l'innovation et l'éducation. Le message de Christopher Landau s'inscrit donc dans la continuité d'un dialogue bilatéral dynamique, ouvrant la voie à une intensification des échanges économiques et à une consolidation de la coopération entre l'Algérie et les États-Unis.

HYDRAULIQUE

Les barrages remplis à 33,5 %

Par Sirine R

La Directrice centrale de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), Mme Nadia Ouchar, a annoncé hier que le taux de remplissage national des barrages a atteint 33,5 %. Un niveau qui reste plus ou moins appréciable, permettant à l'Algérie d'assurer sa sécurité hydrique. Elle a expliqué ce taux par la baisse de la pluviométrie et les effets du changement climatique ayant marqué cette décennie. « Les dernières années ont été marquées par une sécheresse sévère, combinée à des crues plus destructrices », a-t-elle indiqué lors de son passage sur les ondes de la radio nationale « Chaîne II ».

En effet, les disparités régionales sont frappantes : 34 % de remplissage à l'Ouest, 15 % au Centre, seulement 10 % dans la région de Chlef, particulièrement touchée, contre 54 % dans l'Est. Cette situation s'explique par une réduction significative des précipitations,

estimée à -20 % à l'Est et jusqu'à -40 % à l'Ouest.

Pour faire face à ces défis, l'ANBT s'inscrit dans le plan national de sécurisation de l'eau potable et de l'agriculture. Actuellement, 55 % de l'approvisionnement provient des nappes souterraines, 25 % des barrages et 20 % du dessalement. L'objectif est d'augmenter la part du dessalement à 60 % à moyen terme, afin de permettre aux nappes phréatiques de se régénérer et de sécuriser durablement les ressources.

Mme Ouchar a insisté, dans son intervention, sur la nécessité d'interconnecter les systèmes hydriques pour compenser l'inégale répartition des pluies. « C'est un impératif de solidarité nationale », a-t-elle affirmé. Parmi les projets phares figurent l'interconnexion entre le système sétifien et celui de Béni Haroun, ainsi que le transfert El Tarf-Tébessa, destiné en priorité à l'eau potable mais également au soutien des pôles industriels, comme le complexe d'Ouled Hadba pour l'extraction et la

transformation de minerais. Dans le Sud, le transfert de Tindouf vers l'usine de Gara Djebilet est prévu, en attendant le grand projet de transfert Sud-Sud. Interrogée sur les infrastructures et investissements en cours, la même responsable a indiqué que l'Algérie dispose aujourd'hui de 82 barrages en exploitation. « En 35 années d'activité, aucun barrage n'a dû être vidé pour des raisons techniques », a précisé Mme Ouchar, qui a souligné la bonne tenue des ouvrages, annonçant que 30 études de nouveaux barrages sont finalisées et cinq projets sont en cours de réalisation, dont deux à Tizi Ouzou et un dans chacune des wilayas de Khenchela, El Tarf et Annaba, pour une mise en service prévue en 2026. Toutefois, la construction et la réhabilitation nécessitent des financements conséquents. La diversification passe aussi par la réutilisation des eaux usées épurées. Les 232 stations existantes produisent près de 500 millions de m³ par an, dont 50 millions sont destinés à l'ir-

rigation de 14 000 hectares. L'objectif national est d'atteindre 400 000 hectares irrigués d'ici 2030, grâce à la construction de nouvelles stations et à la réhabilitation des infrastructures actuelles. La Directrice centrale a également mis en avant le rôle de la numérisation et de l'innovation. Un programme de digitalisation est en cours pour optimiser la gestion des ressources. En partenariat avec l'université, l'ANBT travaille sur des projets pilotes comme la valorisation des vases des barrages pour la production de « ciment vert » et l'installation de panneaux photovoltaïques pour produire de l'électricité. Des textes réglementaires sont en préparation pour ouvrir les barrages à une exploitation touristique, en plus de leur vocation hydraulique. « L'ANBT ne peut travailler seule. La réussite de la stratégie nationale de l'eau repose sur la synergie institutionnelle, la solidarité nationale et une vision durable à long terme », a-t-elle conclu.

HYDRAULIQUE
Nécessité de
respecter les délais
de réalisation des
projets

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a insisté, samedi à Alger, sur la nécessité de respecter les délais de réalisation des projets de développement relevant de son secteur et de les mettre en service "dans les meilleurs délais", indique le ministère dans son communiqué. Le ministre a présidé, au siège du ministère, une séance de travail par visioconférence avec les directeurs de wilaya de l'hydraulique, consacrée à l'examen de la situation du service public de distribution de l'eau potable et au suivi de l'état d'avancement du programme de réutilisation des eaux usées traitées à travers les wilayas, et ce en présence des cadres centraux, des directeurs généraux de l'Algérienne des eaux (ADE), de l'Office national de l'assainissement (ONA) et de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT). A cette occasion, le ministre a souligné "la nécessité de respecter les délais de réalisation des projets de développement et de les mettre en service dans les meilleurs délais, tout en veillant à améliorer le service public de l'eau, à même de répondre aux attentes des citoyens", précise le communiqué. Il a également appelé à "poursuivre la mise en œuvre du programme de réutilisation des eaux usées traitées, en raison de son impact positif dans les domaines de l'irrigation agricole et de l'industrie", soulignant "l'importance de déboucher les canalisations afin de prévenir les risques d'inondation".

SNTF
Incident technique à Alger sans dégâts humains

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a enregistré, samedi soir, un incident technique au niveau du dépôt d'Alger, situé entre les stations des Ateliers et Agha, ayant provoqué la collision d'une locomotive avec un pylône électrique, sans dégâts humains. Selon les explications fournies à l'APS par les responsables de la société qui étaient sur les lieux, l'accident survenu à 18h 30, est du au déraillement de l'une des deux locomotives Diesel se dirigeant vers la station Agha, ce qui a provoqué une collision avec un pylône électrique. La société a immédiatement dépêché une commission d'enquête technique sur

les lieux pour identifier les causes de l'accident. Concernant les dessertes longue distance programmées dans la nuit de samedi à partir d'Alger, la société a affirmé la prise en charge de tous les voyageurs qui ont été orientés vers la gare routière du Caroubier (Alger), en coordination avec la Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral). Les responsables ont, par ailleurs, assuré que toutes les mesures nécessaires avaient été prises en vue de garantir la continuité du service "dans les plus brefs délais", précisant que "tous les trains seront en service à partir de dimanche, selon leur programme quotidien".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	450,00	0,00	2,51	6,39	7,94	7,78	155	69 750,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1410,00	0,00	0,01	-0,37	9,07	5,52	39754	56 053 140,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	-1,18	-1,62	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 229,00	2229,00	0,00	-1,59	-1,80	10,63	5,61	2062	4 596 198,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,14	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	385,00	400,00	+3,90	3,68	-0,58	3,78	5,25	5588	2 235 200,00

E-COMMERCE

Un pilier essentiel de l'économie du futur

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a présidé, samedi à Alger, une réunion de coordination consacrée au développement du commerce électronique. Cette rencontre, selon un communiqué du ministère, a permis de mettre en avant l'essor que connaît ce secteur en Algérie, marqué par une forte hausse des transactions en ligne et par l'émergence de nombreuses plateformes et boutiques numériques. Mme Abdellatif a souligné que cet essor doit s'accompagner d'un encadrement rigoureux afin de garantir la transparence, protéger les consommateurs et soutenir les opérateurs économiques sérieux. « La nouvelle vision du ministère repose sur l'accompagnement de la nouvelle génération de commerçants, en particulier ceux qui activent dans le e-commerce », a-t-elle déclaré. Elle a insisté sur l'importance d'encourager les jeunes et les start-up à s'engager de manière légale et professionnelle dans cette activité, afin de développer

des plateformes innovantes capables de renforcer la place du produit algérien sur le marché national et international. La ministre a rappelé que les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, placent la numérisation et le commerce électronique au cœur de la stratégie nationale de modernisation. Considéré comme un « pilier essentiel de l'économie du futur », le e-commerce bénéficie déjà des infrastructures numériques solides dont dispose l'Algérie dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Dans le même esprit, l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) a déploré, dans un communiqué rendu public hier, le retard accusé par le secteur commercial en matière de numérisation, malgré les progrès enregistrés dans d'autres segments de la vie économique. L'ANCA a réaffirmé son soutien à la démarche de la ministre visant à généraliser le digital et le paiement électronique, qu'elle qualifie de « priorité nationale».

BANQUE

La BNA renouvelle son engagement à accompagner les investisseurs

Le directeur général de la Banque Nationale d'Algérie (BNA), Samir Tamrabet, a renouvelé, samedi, à Mostaganem l'engagement de son institution à accompagner les investisseurs au niveau local, selon un communiqué de la banque. Le directeur général, accompagné d'une délégation de hauts cadres de la BNA, a effectué une visite de travail dans la wilaya de Mostaganem, au cours de laquelle il a tenu une réunion avec le wali, Ahmed Boudouh, et les membres de l'exécutif local. Plusieurs dossiers ont été abordés lors de cette rencontre, notamment ceux concernant les projets d'investissement, la région devant prochainement accueillir un nombre croissant d'in-

vestisseurs. A cette occasion, le wali de Mostaganem a invité le directeur général de la BNA à renforcer la présence de la banque dans la région, en élargissant son réseau d'agences commerciales, selon le même communiqué. M. Tamrabet a réaffirmé l'engagement de la BNA à soutenir les nouveaux investisseurs à Mostaganem, précisant que cela s'inscrit dans la stratégie de la banque visant à stimuler et renforcer l'économie nationale. Les autorités locales misent sur l'expansion du réseau bancaire dans la wilaya, notamment à Mostaganem-ville, ainsi qu'aux communes de Achâacha, Sidi Lakhdar et Ain Tedeles, pour rapprocher les services financiers des citoyens et faciliter l'accès au financement pour les opérateurs économiques,

selon un autre communiqué des services de la wilaya. M. Boudouh, a souligné l'importance de renforcer le partenariat avec les établissements publics, notamment avec l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et l'agence foncière de Mostaganem, afin de les accompagner dans la réalisation de logements promotionnels, une formule très attendue par de larges franges de la population et contribuant à dynamiser l'activité urbaine et économique. Il a également encouragé la BNA à soutenir les start-ups, dans le but de favoriser l'innovation et encourager les initiatives des jeunes, en tant que levier fondamental pour un développement économique durable, conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL	
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025		Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025	
المنتجات	أسعار التجزئة ¹		Pommes de terre
	DA / Kg		معدل
	أدنى	أعلى	
المنتجات	Minimum	Maximum	Moyenne
البطاطا	47	62	54
الطماطم	50	75	63
البصل الجاف	41	55	48
الثوم الجاف	503	659	581
الجزر	81	104	92
خضر طازجة	92	117	104
لفت	71	99	85
الفلفل الاخضر	97	135	116
الفلفل الحار	82	111	97
الكوسة	157	198	177
الفاصولياء الخضراء	96	125	110
الخس	239	417	328
التفاح المحلي	463	717	590
التمر	413	437	425
الموز	77	97	87
البطيخ الاصفر	70	90	80
البطيخ الاحمر	152	277	215
العنب	1688	1932	1810
لحم البقر المحلي	375	399	387
المنتجات ذات	17	19	18
الأصل الحيواني	89	101	95
البويض (وحدة)			
حليب البقر (لتر)			

IL S’EST ENGAGÉ À PRENDRE EN CHARGE LEURS PRÉOCCUPATIONS

Le ministre de l’Agriculture à l’écoute des investisseurs

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a présidé samedi soir une rencontre nationale cruciale avec les investisseurs bénéficiaires de terres agricoles dans les wilayas du Sud. L’événement, organisé par son département, s’est voulu un espace d’échanges directs et de concertation, destiné à lever les obstacles qui freinent l’exploitation optimale des terres attribuées dans le cadre des grands programmes de développement agricole saharien.

Par Réda Hadi

La réunion, tenue en présence des directeurs centraux, des responsables de l’Office de développement de l’agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS) et de l’Office national des terres agricoles (ONTA), a rassemblé des investisseurs issus aussi bien du secteur public que du secteur privé. Cette configuration a permis de dresser un état des lieux complet sur les difficultés rencontrées par les différents acteurs et de dégager des pistes de solutions concrètes. Au cœur des discussions, les investisseurs ont mis en avant un ensemble de problèmes qui freinent l’avancement de leurs projets, malgré la disponibilité des terres et la volonté d’investir. L’un des principaux obstacles reste le raccordement des exploitations aux réseaux d’électricité et d’eau indispensables pour l’irrigation et le fonctionnement des équipements modernes. Beaucoup d’exploitants se trouvent isolés, dépendant de solutions coûteuses et peu fiables, ce qui limite la rentabilité et décourage certains investisseurs. L’ouverture de pistes et l’aménagement des accès. Dans plusieurs périmètres sahariens, l’absence d’infrastructures routières adéquates complique le transport des intrants agricoles (semences, engrais, carburant) et des récoltes vers les marchés, entraînant des surcoûts logistiques importants. Les investisseurs ont également insisté

sur le manque de matériel agricole adapté aux sols sableux et aux conditions climatiques extrêmes du Sud. Les tracteurs et systèmes de semis traditionnels, conçus pour les terres du Nord, sont souvent inefficaces ou s’usent rapidement. Les opérateurs réclament des incitations pour importer ou fabriquer localement du matériel spécifique au contexte saharien. Sur le plan administratif, plusieurs participants ont dénoncé la lenteur des procédures et l’absence d’une véritable numérisation des démarches. La régularisation du foncier agricole reste un casse-tête pour de nombreux investisseurs, retardant l’accès au financement bancaire. Or, sans titres de propriété clairs, il est difficile d’obtenir des crédits d’équipement ou d’exploitation, freinant le développement de projets pourtant viables. Face à ces doléances, le ministre a assuré que tous les points soulevés seront traités de manière progressive mais résolue. Il a annoncé l’inscription, dans le projet de loi de finances (PLF) 2026, d’un programme ambitieux de raccordement des exploitations agricoles aux réseaux vitaux, notamment l’électricité, l’eau et les télécommunications. Le ministre a également rappelé que les responsables locaux seront tenus pour comptables de la mise en œuvre des solutions sur le terrain. Des coordinations directes seront établies avec les ministères de l’énergie, de l’hydraulique, des communications et des finances pour lever les obstacles intersectoriels. Des réunions

périodiques seront organisées afin de suivre de près l’avancement des projets, avec pour objectif de résoudre rapidement les blocages techniques et administratifs. Au-delà des mesures ponctuelles, cette rencontre a mis en lumière la volonté des pouvoirs publics de faire des terres sahariennes un levier stratégique pour la sécurité alimentaire nationale. Les investisseurs présents ont réaffirmé leur engagement à développer une agriculture moderne, mécanisée et compétitive, à condition que les conditions structurelles soient réunies. La mise en place d’une cartographie des risques, la modernisation des mécanismes d’accompagnement et le renforcement du rôle de l’administration locale figurent parmi les solutions envisagées pour améliorer la gouvernance du secteur. L’objectif est de transformer les périmètres agricoles sahariens en pôles de production capables de réduire la dépendance aux importations et de contribuer à la diversification économique du pays. En donnant la parole aux acteurs du terrain, cette rencontre nationale marque une étape décisive dans la mise en cohérence de la politique agricole avec les réalités du Sud. Si les promesses annoncées se concrétisent, les investisseurs pourraient enfin bénéficier d’un environnement favorable, propice à l’essor d’une agriculture saharienne durable et compétitive.

ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT SECTORIEL

Cap sur l’industrialisation et la modernisation agricole

Par Mourad A.

L’Algérie est à la croisée des chemins, s’engageant résolument dans une stratégie de développement qui mise sur l’industrialisation, la modernisation agricole et la numérisation. Ces axes, au cœur des priorités gouvernementales, ont été largement mis en avant lors d’une récente entrevue présidentielle. L’objectif est clair : transformer les structures économiques du pays pour assurer une croissance durable et renforcer la souveraineté nationale. Le second mandat du président Abdelmadjid Tebboune s’articule autour de trois axes majeurs : la relance de la croissance économique, la lutte contre le chômage et la maîtrise de l’inflation. Selon Mourad Chenait, professeur en économie politique, invité de la « Chaîne I » de la radio nationale, « la volonté politique de relancer la croissance économique est manifeste, avec un focus sur l’industrialisation et la modernisation agricole, qui sont les piliers de cette nouvelle orientation ». Dans ce cadre, plusieurs projets structu-

rants sont en cours de concrétisation avec des partenaires internationaux de premier plan. Le Qatar et l’Arabie Saoudite sont impliqués dans des projets énergétiques et agricoles, tandis que l’Italie collabore dans les domaines de l’industrie automobile et des industries de transformation. Ces partenariats visent à renforcer des secteurs jugés stratégiques : agriculture, mines, énergies renouvelables et industrie manufacturière. L’objectif est de réduire la dépendance aux importations, de stimuler la production nationale et de générer de nouveaux emplois. La numérisation, présentée comme un choix irréversible, constitue un autre pilier de cette transformation. Elle est conçue comme un outil clé pour moderniser l’État, lutter contre la corruption et réduire l’emprise de l’économie informelle, qui continue de peser lourdement sur les équilibres financiers. Pour les ministères encore en retard dans ce processus, une échéance finale a été fixée à la fin de l’année 2025. « La numérisation de l’administration, et plus particulièrement du fisc, est une mesure cruciale pour garantir la transparence et l’équité, tout en augmentant les recettes

de l’État », a précisé M. Chenait, insistant sur l’impact positif attendu en matière de justice sociale et de gouvernance économique. L’une des ambitions les plus affirmées de cette stratégie est le renforcement du dinar algérien. Sa valorisation passera par une diversification accrue de l’économie, l’amélioration de la production nationale et l’augmentation des exportations, notamment vers les marchés africains. Ce choix s’inscrit dans une logique régionale : l’Algérie aspire à consolider son rôle de puissance économique continentale et de moteur de l’intégration africaine. À ce titre, le pays met en avant un atout non négligeable : l’absence de dette extérieure. Cet élément, rare dans le paysage économique africain, est brandi comme une preuve de souveraineté et un gage de crédibilité sur la scène internationale. « Le renforcement du dinar est la conséquence logique d’une économie productive et diversifiée. Il constitue un signal fort adressé aux investisseurs et une affirmation claire de notre souveraineté économique », a-t-il conclu.

INDUSTRIE

Le ministre préside une réunion sur les projets de la Société nationale de sidérurgie

Par R. E.

Le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, a présidé, samedi, une réunion avec les responsables de la Société nationale de sidérurgie (SNS), afin d’examiner sa situation productive et ses projets en cours de réalisation, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s’est tenue au siège du ministère, les responsables de la société ont présenté un exposé exhaustif portant sur les capacités productives du groupe, ses projets et ses investissements en cours, outre les obstacles et difficultés rencontrés dans l’activité de ses filiales et unités de production, ainsi que les projets en suspens et les raisons ayant entravé leur lancement. A cette occasion, le ministre a mis en avant l’importance de poursuivre les efforts consentis pour accélérer la cadence des travaux, soulignant le caractère "stratégique" de la filière des industries sidérurgiques et les perspectives prometteuses qu’elle offre à même de soutenir l’économie nationale. M. Bachir a également appelé à développer les méthodes de gestion et à adopter des approches modernes, en adéquation avec les mutations industrielles au double plan régional et international, ajoute le communiqué. Après avoir salué les réalisations durant les précédentes étapes, le ministre a mis l’accent sur "la nécessité de consolider les acquis et d’assurer la continuité, tout en redoublant d’efforts et en accélérant la réalisation, conformément aux hautes orientations de l’Etat". Il a également réaffirmé son engagement à "suivre la mise en œuvre des programmes sur le terrain, à accompagner toutes les initiatives sérieuses susceptibles de contribuer au renforcement de la présence de l’industrie nationale et à consolider la position de l’Algérie dans le cadre de la production industrielle régionale, à travers la réalisation des résultats escomptés. Il s’agit également d’assurer la poursuite des réformes, à même de garantir un véritable décollage économique auquel le secteur industriel contribue efficacement pour augmenter le produit intérieur brut (PIB), conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le ministre a mis en avant sa détermination à "poursuivre le suivi de l’application des instructions et à accompagner la SNS dans toutes ses initiatives, à même de renforcer la continuité, de contribuer à la réalisation des résultats escomptés et de consolider la position de l’Algérie dans ce secteur vital", conclut le communiqué.

Demande d’emploi

Je suis une professeure d’anglais à la recherche d’un poste dans une école privée aux environs de Sidi Abdellah.

Tél : 0662 89 85 81

MOSTAGANEM

Relogement de 147 familles dans de nouveaux logements

Quelque 147 familles du quartier "El Arsa" dans la ville de Mostaganem ont été relogées dans de nouveaux logements, a indiqué samedi un communiqué des services de la wilaya. Cette opération concerne les habitants de deux immeubles menaçant ruine, ainsi que des dépendances d'un troisième immeuble situés dans ce quartier ancien de la commune de Mostaganem.

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), en coordination avec la commune et la daïra de Mostaganem, ainsi que la police nationale, la protection civile, Sonelgaz, l'Algérienne des eaux, les entreprises "Mostaganem Propre", les centres d'enfouissement technique, et la direction des travaux publics, ont mobilisé les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer le relogement des familles et la démolition immédiate des immeubles, qui représentaient un danger pour les résidents. Ainsi 89 familles ont été relogées dans la nouvelle cité d'habitat d'Ourea, dans la commune de Mazagran, 10 autres dans la commune de Oued El Hadaik dans la commune de Sayada et 48 familles à Ain Boudinar. Les autorités ont signalé que les bénéficiaires ont exprimé leur joie après avoir reçu leurs nouveaux logements. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, avait ordonné, mardi dernier, le relogement urgent des habitants des deux immeubles, suite à l'effondrement partiel de l'un d'eux et à la déclaration de danger imminent par les services communaux.

Pour rappel, 145 familles de ces habitations précaires ont déjà été relogées à la fin de l'année 2022 dans les communes de Mostaganem et Sayada, suivies de 170 autres familles en mars 2023, soit un total de 315 familles relogées avant cette nouvelle opération.

SÉTIF

Plus de 15000 visiteurs au 1^{er} salon international de l'industrie

Le 1^{er} salon international de l'industrie, clôturé samedi au palais des expositions de Sétif, a attiré plus de 15.000 visiteurs dont des opérateurs économiques, des étudiants, et des professionnels, ont affirmé les organisateurs.

Naoufel Chorfi, responsable de la communication de l'entreprise « News Events », organisatrice du salon, a indiqué à l'APS que cet événement économique a enregistré "une forte affluence de visiteurs, dont le nombre a dépassé les 15.000" ainsi qu'une grande "diversité d'exposants", avant de considérer que "le salon a été un succès à tous les égards".

Selon M. Chorfi, le salon de Sétif a permis aux entreprises industrielles participantes de mettre en avant leurs capacités de production et d'affirmer leur présence sur le marché national et étranger dans divers secteurs industriels tels que les pièces de rechange pour machines, les panneaux isolants, les lampes de tous types et les ustensiles de cuisine.

Il a ajouté que "près de 120 contrats et conventions de partenariat et de coopération ont été conclus entre les entreprises

industrielles participantes, et avec des investisseurs et des hommes d'affaires qui ont visité l'exposition".

De plus, selon la même source, 4 contrats ont été signés entre des entreprises industrielles algériennes et leurs homologues chinoises concernant la fourniture de machines de construction et de travaux publics, 7 contrats avec des entreprises turques dans le domaine des industries lourdes et leurs accessoires, ainsi que 3 autres contrats avec des entreprises industrielles égyptiennes portant sur le fer, les plaques des réseaux d'assainissement en fonte, les équipements de canalisations d'eau potable et les installations de dessalement d'eau de mer, entre autres.

L'événement a également donné lieu à des rencontres entre exposants et professionnels de l'industrie, ainsi qu'à des conférences sur les perspectives de développement de l'industrie en Algérie et les

moyens d'intégrer l'innovation et les technologies modernes dans le processus de production, tout en mettant en lumière les mécanismes d'accompagnement des exportateurs et la facilitation de l'accès des produits nationaux aux marchés étrangers. De nombreux exposants, saluant cette initiative et le niveau élevé de l'organisation, ont appelé à élargir la participation internationale d'entreprises économiques lors des prochaines éditions afin de multiplier les opportunités de partenariat et de coopération industrielle.

Pour rappel, le salon international de l'industrie, inauguré lundi dernier, a vu la participation de 55 exposants représentant des entreprises industrielles et commerciales d'Algérie, d'Egypte, de Turquie, de République de Corée et de Chine, ainsi que des organismes spécialisés, des institutions bancaires et des compagnies d'assurances.

NAAMA

Un budget de 50 millions DA pour protéger le quartier "Belkhadem Ramdane" à Mécheria des risques d'inondation

Une enveloppe financière de 50 millions de dinars a été allouée pour la réalisation d'un projet d'aménagement de l'oued traversant le quartier "Belkhadem Ramdane" dans la commune de Mécheria (wilaya de Naâma), dans le but de protéger cette zone urbaine contre les risques d'inondation, a annoncé, samedi, le wali Lounès Bouzagza. Lors de sa visite sur site pour examiner les dégâts causés par les crues suite aux récentes intempéries, le

wali a insisté sur le lancement immédiat de travaux urgents, avec un budget initial de 50 millions DA, en respectant toutes les normes techniques d'aménagement de l'oued, afin d'assurer la sécurité des habitants face aux inondations. Le président de l'APC de Mécheria, Tahar Hamidi, a indiqué que le projet portera sur la réalisation de canalisations pour l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées, ainsi que leur raccordement au collecteur prin-

cipal, qui s'étend jusqu'au quartier "Essalam" et à la zone est de la ville, en direction de la station de traitement des eaux. Pour faire face aux effets des intempéries récentes, une vaste campagne de nettoyage a été organisée, ce jour, à travers plusieurs quartiers de Mécheria, notamment "Belkhadem Ramdane", "542 logements", "900 logements", "En-Nasr", la cinquième parcelle et d'autres zones. Cette initiative a été lancée par les

services de la commune en collaboration avec plusieurs associations locales.

La commune a mobilisé des équipements pour dégager les routes et évacuer les amas de sable, de boue et de déchets, ainsi que pour déboucher les avaloirs, avec le soutien de l'EPIC de gestion des centres d'enfouissement technique, de l'unité de l'Office national de l'assainissement (ONA) et du parc communal.

TIZI-OUZOU

Réfection de 4 blocs d'hébergement de la cité universitaire Medani Belkacem

Une opération de réfection et de réhabilitation de quatre blocs d'hébergement au niveau de la cité universitaire Medani Belkacem, au chef-lieu de wilaya de Tizi-Ouzou, a été lancée par la direction locale des équipements publics, a-t-on appris samedi des services de la wilaya. La réfection de ces quatre blocs d'une capacité de 586 lits s'inscrit dans le cadre d'une opération qui touchera un total de neuf blocs d'une capacité d'hébergement de 2170 lits au niveau de cette cité

ainsi qu'un réfectoire, est-il souligné. Les travaux de réfection et de réhabilitation des blocs d'hébergement et du réfectoire de la cité universitaire Medani Belkacem, ont été décidés par une commission dépêchée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), précise la même source. Lors de sa visite, la commission ministérielle avait recensé l'ensemble des structures nécessitant des travaux de réhabilitation au niveau des campus de

la wilaya pour permettre de meilleures conditions d'études et d'hébergement aux étudiants, est-il ajouté.

Le wali de Tizi-Ouzou, Aboubaker Essedik Boucetta, qui a effectué récemment une visite sur les lieux, a instruit les services concernés sur la finalisation de l'opération de réhabilitation dans les meilleurs délais ainsi que le respect de la qualité des travaux.

LAGHOUAT

Un rendement moyen de plus de 340 Qx/ha attendu cette saison

Un rendement moyen de 340 quintaux à l'hectare (Qx/ha) de pomme de terre est attendu dans la wilaya de Laghouat, au titre de la prochaine campagne de récolte devant débiter cette semaine dans la wilaya, a-t-on samedi appris de la direction locale des services agricoles (DSA).

La campagne de récolte, qui se poursuivra jusqu'à la fin novembre prochain, cible une superficie ensemencée de 1.700 ha, localisée en majorité au Nord-ouest de la wilaya, notamment

les zones d'Aflou, Sebgueg, Hadj-Mecheri, Ain Sidi-Ali, Gueltat Sidi-Saad et El-Ghicha, en plus d'autres, dans la partie Sud, dont El-Assafia, Bennacer Benchohra, El-Kheneg et Tadjemout, a détaillé le DSA, Laid Bouazza. Ce rendement moyen prévisionnel augure d'une importante production de pomme de terre à même de hisser Laghouat parmi les régions productrices de ce légume, et devra contribuer à la couverture du marché local et ceux de wilayas voisines, à la faveur des dispositifs d'appui prônés par l'Etat, des

campagnes de vulgarisation, et des échanges de connaissances et d'expérience de cette culture avec les producteurs d'autres wilayas.

De nombreux producteurs ont exprimé leur satisfaction de cette abondante production prévisionnelle, par rapport aux saisons précédentes, à l'instar de Hadj Abdelkader, agriculteur d'Aflou qui a imputé ce développement aux programmes d'accompagnement menés par les services concernés pour l'amélioration de la production.

Pour sa part, Belkacem de la commune de Gueltat Sidi-Saad a estimé que cette production permettra une stabilité des prix de la pomme de terre, tandis que Mustapha, grossiste au marché de Laghouat, souhaite que cela contribue à la baisse des prix de ce produit, à la satisfaction du consommateur. Pour Hamza, commerçant à Laghouat, il reste, néanmoins, à relever le défi de l'amélioration des conditions de stockage pour remédier aux fluctuations à la hausse des prix en fin de saison.

Fiscal et monétaire : le couple inséparable

La dette publique continue d'agiter le débat économique français. Présentée par certains comme une « menace existentielle », elle est en réalité l'expression d'un mécanisme monétaire et budgétaire plus complexe. Chaque euro de dette correspond à un actif détenu par les ménages ou les entreprises.

Par Michel Santi, économiste (*)

La dette publique : « menace existentielle ». C'est ainsi qu'elle est décrite par les gardiens du sérieux budgétaire dont l'alarmisme relève davantage du populisme que d'une compréhension rigoureuse des mécanismes. Leurs discours visent à instiller la peur à des fins idéologiques. Ils servent un agenda caché. À moins qu'ils ignorent les liens intimes entre fiscalité et politique monétaire ? Ce qui est aussi grave...

Le fiscal et le monétaire intimement liés

La dette publique est l'autre face de l'épargne privée. Chaque euro d'endettement de l'État correspond à un euro d'actif pour les ménages et pour les entreprises. La présentation de la dette comme une menace revient à une négation de cette interdépendance, et à la défiguration d'une donnée comptable en un instrument de terreur politique. Dans le monde de la réalité institutionnelle, dans un système monétaire souverain, la dépense publique précède la fiscalité, et la dette publique un outil de souveraineté monétaire. L'État n'attend pas de lever l'impôt — et n'en est pas dépendant — pour dépenser. Non, il dépense d'abord, créant ainsi les revenus qui seront ensuite imposés. La fiscalité ne sert donc pas à « financer » l'État, mais à réguler la demande, à re-



distribuer les richesses, à donner de la valeur à la monnaie. Les dépenses publiques injectent de la monnaie dans l'économie, tandis que les taxes la retirent pour éviter la surchauffe. La véritable contrainte n'étant pas financière, mais tangible : tant qu'il existe des ressources inutilisées — chômage, capacités de production sous-exploitées, infrastructures à construire — l'État peut et doit dépenser pour les mobiliser. C'est l'inflation qui est la seule limite, non le solde budgétaire. Si et quand elle se manifeste, elle se combat en ajustant les politiques fiscales et monétaires pour contenir la pression sur les prix, pas en réduisant les dépenses

utiles. En créant de la dette, l'État ne fait pas appel à une épargne préexistante, mais génère un actif sûr qui sert à stabiliser le système financier. La Banque centrale, pour sa part, a toujours la capacité d'intervenir sur ce marché pour garantir sa liquidité. C'est ce qu'a montré la BCE en rachetant massivement des titres publics après la crise de 2008 et pendant la pandémie. Loin de conduire à la catastrophe, ou de déclencher une bombe à retardement, ces mesures ont au contraire maintenu la stabilité. Que l'on comprenne enfin cette articulation fiscale-monnaie, car il n'y a pas deux sphères séparées : l'une budgétaire, l'autre monétaire. Il y a un continuum — un circuit — où la dépense publique, l'épargne privée et l'action de la Banque centrale s'imbriquent. Que l'on crève enfin l'abcès de cette analogie simpliste qui ignore la nature fondamentale de l'État en tant qu'émetteur de monnaie.

Le vrai populisme : l'austérité comme horizon

Les populistes de la peur se complaisent pourtant dans une vision réductrice de l'économie qui, en réalité, représente leur fonds de commerce électoral. En effrayant les citoyens avec des scénarios apocalyptiques — inflation galopante, faillite grecque bis, FMI —, ils instrumentalisent des peurs irrationnelles pour imposer des sacrifices.

Ce populisme de la rigueur a une fonction politique évidente : transformer une question démocratique — à quoi voulons-nous consacrer nos ressources collectives ? — en une pseudo-nécessité comptable. Il dépolitise le débat en le réduisant à un chiffre — le niveau de dette — alors que les véritables enjeux sont la répartition des richesses et l'orientation des investissements publics. L'escroquerie intellectuelle de la gestion du budget d'un pays souverain en « bon père de famille » vise en fait le rétrécissement de l'État qui fera de nous une société d'aigris. Refuser cette vérité, c'est condamner la France à l'austérité permanente, au sous-investissement chronique, au délitement des services publics. C'est refuser de voir que nous avons les moyens monétaires d'assurer la transition écologique, de renforcer l'hôpital, de financer la recherche et l'éducation. Les dépenses publiques injectent de la monnaie, les impôts la régulent. La dette est une écriture comptable, non un vice. Une politique audacieuse de la dette n'est pas un problème si elle sert le bien commun : c'est l'austérité qui l'est.

(*) *Macro-économiste, spécialiste des marchés financiers et des banques centrales, écrivain. Il publie aux Éditions Favre « Une jeunesse levantine », Préface de Gilles Kepel. Son fil Twitter. SOURCE : La Tribune.fr ; publié 22/09/2025*

L'euro et la prophétie de Greenspan

Par Bernard Spitz

Comme le rappelle Bernard Spitz, l'ancien président de la Fed l'avait prédit : la France vit au-dessus de ses moyens. Le retour de bâton est terrible aujourd'hui pour Paris qui pensait échapper aux compromis qu'ont dû faire Athènes, Madrid et Rome. Alan Greenspan, l'emblématique président de la banque fédérale de réserve américaine, intervenait en juin 2008 à la conférence de Montréal du Forum des Amériques. La jeune monnaie européenne était alors au centre des débats. Selon lui, l'euro ne concurrencerait jamais le dollar parce qu'il se fracturerait tôt ou tard entre un euro du Nord et un euro du Sud. D'un côté, il cita Allemagne, Benelux, Irlande, Finlande et Autriche ; de l'autre : Italie, Espagne, Portugal et Grèce. Il n'omit qu'un pays : la France. Pendant le déjeuner, je l'ai interrogé : « la France est-elle dans l'euro du Nord ou du Sud ? ». Greenspan a commencé par décocher un large sourire avant de me fixer du regard quelques longues secondes sans ajouter un mot. Fidèle à sa réputation énigmatique et à son célèbre « si vous m'avez compris, c'est que je me suis mal exprimé ». C'était

sa réponse au seul Français de la table et je l'ai reçue comme un : « vous savez bien que vous vivez au-dessus de vos moyens ».

Déni collectif

Presque 20 ans plus tard, nous y sommes. Notre endettement nous écrase. Le spread avec l'Allemagne a triplé depuis 2016. À l'inverse, celui avec l'Italie a fondu pour rattraper le nôtre. L'agence Fitch vient de dégrader notre note de crédit à cause de nos mécomptes publics : A+, comme Malte. La prophétie de Greenspan est-elle en train de se réaliser ? Nous sommes exposés au risque d'une crise de la dette dans une zone euro où la France fait figure de maillon faible. Pour nous prêter à 10 ans de l'argent que nous ne faisons que redistribuer au lieu d'investir, le reste du monde nous réclame une prime de risque supérieure à celle de la Grèce qui a fait faillite il y a 15 ans ! Parce que la Grèce, grâce à son excédent budgétaire primaire (avant charge de la dette) de 4,5 %, et à un excédent budgétaire total (après charge de la dette) d'environ 1,3 % peut se désendetter. Tout comme l'Italie, plus endettée que nous,

mais avec une balance primaire positive depuis des décennies et qui se rapproche de l'équilibre budgétaire. Relisons la Fontaine : depuis 1981 nous chantons dans un été sans fin, tel les cigales. Nous nous bouchons les oreilles pour ne pas entendre les grincheux : ceux qui disent que malgré un taux record de prélèvements obligatoires nous n'avons ni assez de recettes, ni assez d'heures de travail, pour financer notre modèle social et nos coûts administratifs. Nous sommes entourés de cigales repentantes au sud de l'Europe et de fourmis consciencieuses au Nord, toutes lasses de nos promesses non tenues. Alors que les investisseurs mondiaux attirés par le Bund allemand, peuvent diversifier leurs prêts en réduisant leur exposition sur la France. Le déni n'a rien d'étonnant de la part des ingénieurs du chaos. Mais que des syndicats responsables, des sociaux-démocrates conséquents, des écologistes progressistes, des libéraux pragmatiques ne se mobilisent pas pour dire : « Attention danger ! » est juste stupéfiant.

Ajustements européens

En Grèce, Tsipras, élu contre le plan des grands argentiers mondiaux, leur avait finalement cédé. La Grèce a pu ainsi repartir, au prix d'années de sacrifices à côté desquels l'Himalaya budgétaire de François Bayrou n'était qu'un dos-d'âne sur la route du retour des vacances. Nos réformes structurelles restent nécessaires, les Français le savent, mais ils ne veulent pas être les premiers touchés et ne font pas confiance à ceux qui les ont conduits dans l'impasse. Sébastien Lecornu dit vouloir changer la forme et le fond. Lui sera-t-il possible de le faire hors de la logique du panier percé ? La Grèce, l'Espagne et le Portugal ont pratiqué des ajustements sévères. L'Italie distribue moins et exporte beaucoup, elle travaille plus et plus longtemps, la retraite est à 67 ans. Et nous ? Nos voisins nous regardent avec ironie parfois, avec inquiétude le plus souvent. Car nos destins financiers sont liés, nous sommes dans le même bateau. Dans « l'euro du Sud » le malheur des uns - en l'occurrence le nôtre - ne fera pas le bonheur des autres.

(*) *Président de BS Conseil. Source : Les Echos, publié le 25 sept. 2025*

À L'OCCASION DE
LA JOURNÉE
MONDIALE DU
TOURISME

**L'Arabie Saoudite
met en lumière ses
atouts en mer
Rouge**

À l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, célébrée chaque année le 27 septembre, le Royaume d'Arabie Saoudite a mis l'accent sur ses atouts prometteurs le long de la côte de la mer Rouge, destinés à stimuler la croissance économique et sociale.

La côte de la mer Rouge s'étend sur plus de 1 800 kilomètres et abrite plus de 1 150 îles immaculées, d'anciens récifs coralliens et plus de 500 sites de plongée de classe mondiale. Cette richesse naturelle unique offre une base solide pour développer une expérience touristique intégrée et durable.

Afin de libérer le potentiel de ses ressources naturelles, l'Autorité saoudienne de la mer Rouge a été créée pour régler le tourisme côtier, élaborer un cadre législatif favorable à l'investissement et assurer la durabilité de l'environnement marin. Des projets majeurs sont en train de transformer rapidement le tourisme côtier dans le Royaume. Red Sea Global a récemment annoncé l'ouverture de l'île de Shura, qui comptera 11 complexes hôteliers de classe mondiale une fois achevée. NEOM introduit des modèles uniques intégrant des technologies de pointe et des expériences touristiques innovantes, tandis que Qiddiya se développe pour devenir une destination mondiale complète pour le divertissement, la culture et le sport.

Grâce à ces projets ambitieux et à leurs offres diversifiées, le Royaume consolide sa position comme l'une des destinations touristiques émergentes les plus importantes au monde. Cela confirme son engagement envers la Vision 2030 en bâtissant un secteur touristique prospère qui favorise la croissance économique, crée des opportunités d'emploi et renforce sa présence mondiale.

TUNISIE

Tunis élargit l'accès aux semences pour accroître la production céréalière

En Tunisie, la culture de céréales occupe le tiers de la superficie agricole utile exploitée. Pour le compte de la campagne 2025/2026, le gouvernement renforce son soutien aux agriculteurs, principalement à travers une meilleure disponibilité en semences certifiées.

Le ministère tunisien de l'Agriculture a réussi à mettre à disposition 70 000 tonnes de semences certifiées au profit des agriculteurs des grandes cultures pour le compte de la campagne agricole 2025/2026.

C'est ce que rapporte le média Tunisie Numérique le 25 septembre, citant Hamadi Boubakri, membre du bureau exécutif de l'Union tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche (UTAP).

Selon les observateurs, il s'agit d'une première dans le pays en comparaison de la campagne précédente, où moins de 25 000 tonnes de semences avaient été distribuées. Cette initiative vise notamment à garantir une meilleure productivité, à réduire la dépendance aux importations et à renforcer la souveraineté alimentaire du pays.

D'après M. Boubakri, la hausse du niveau d'approvisionnement en semences, combiné aux récentes pluies et aux efforts de soutien logistique, offrira aux agriculteurs les moyens nécessaires pour relever les défis de la prochaine saison.

Rappelons qu'en Tunisie, les grandes cul-

tures sont pour l'essentiel constituées de blé dur, de blé tendre et d'orge, mais pour l'heure, les projections de récoltes pour 2025/2026 n'ont pas encore été annoncées. Selon les données officielles, le pays d'Afrique du Nord a produit 1,2 million de tonnes de céréales en 2024/2025, dont 70 % du stock était constitué de blé dur.

Dans le même ordre d'idées, le ministère de l'Agriculture a donné, le lundi 22 septembre, le coup d'envoi du Projet de Développement Inclusif de la Petite Agriculture de Montagne du Nord-Ouest (DINAMO). D'un coût total de 120 millions de dinars (41,45 millions \$), ledit programme est cofinancé par le gouvernement et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

Selon les informations relayées par les médias locaux, il sera mis en œuvre sur une période de 8 ans à travers les gouvernorats de Béja, Jendouba, Siliana, Kef et Bizerte. Les interventions porteront principalement sur l'extension de cinq systèmes d'adduction d'eau potable, la construction de 250 citernes pluviales de 50 m³ équipées de

pompes solaires, ainsi que la promotion de systèmes agroforestiers.

Il est également prévu la création de 20 unités de valorisation et de production via des plans d'affaires, la mise en réseau des organisations de producteurs et l'appui à la commercialisation des produits du terroir. Cette initiative est à inscrire dans un contexte où la persistance de la sécheresse menace la sécurité alimentaire et le développement du secteur agricole. Avec environ 400 mètres cubes d'eau par habitant et par an en moyenne, la Tunisie se trouve sous le seuil du stress hydrique fixé à 500 mètres cubes d'eau par habitant et par an, selon l'Institut des Ressources Mondiales. Il faut également noter que le choix des régions ciblées par le projet DINAMO n'est pas anodin.

Ces cinq régions (Béja, Jendouba, Siliana, Kef et Bizerte) concentrent près de 74 % de la production annuelle de blé, principale céréale cultivée et consommée dans le pays, selon les données compilées par le Département américain de l'Agriculture (USDA).

MAURITANIE

Lancement d'une plateforme d'inscription universitaire en ligne

Le ministre de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, M. Ahmed Salem Bedda, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Yacoub Moïne, ont présidé ce jeudi à l'université de Nouakchott la cérémonie de lancement du service d'inscription universitaire en ligne disponible sur le portail national des

services publics « Khadematy ». En numérisant ce service, le gouvernement apporte une réponse concrète aux exigences d'efficacité et de transparence et garantit une expérience moderne et uniforme à tous les bénéficiaires, en offrant aux étudiants mauritaniens un parcours numérique simple et sécurisé pour s'inscrire, accessible 24 heures sur 24 et depuis n'importe où.

La numérisation de ce service, en partenariat avec l'université de Nouakchott, permettra de simplifier les processus d'inscription et de réinscription, de réduire les délais et de sécuriser les informations. Une fois le service activé dès l'ouverture des inscriptions universitaires, les étudiants effectueront toutes les démarches à distance via le portail Khadematy

(saisie fluide des données, paiement des frais via un portefeuille électronique avec confirmation immédiate, obtention automatique du numéro universitaire, du certificat d'inscription et du reçu de paiement au format numérique, ainsi qu'un service de suivi en temps réel garantissant la transparence tout au long du processus).

EGYPTE

Eni envisage d'injecter 8 milliards de dollars dans de nouveaux investissements

Le Premier ministre, Mostafa Madbouly, a eu jeudi 25 septembre une réunion avec Guido Brusco, directeur des ressources naturelles de l'entreprise italienne Eni, au siège du gouvernement à la nouvelle capitale administrative, afin d'examiner le plan d'investissement de la société en Egypte, qui prévoit d'injecter 8 milliards de dollars sur le marché égyptien au cours des cinq prochaines années, selon un communiqué publié sur la page officielle du Conseil des ministres vendredi 26 septembre.

« L'entreprise italienne contribue à

hauteur de 40 % à la production de gaz naturel en Egypte », a souligné Madbouly. « Eni envisage en collaboration avec ses partenaires, d'injecter 8 milliards de dollars d'investissements sur le marché égyptien au cours des cinq prochaines années. Ces fonds destinés à développer les champs actuels et à lancer de nouvelles explorations dans les secteurs du pétrole et du gaz », a annoncé pour sa part Guido Brusco. Et d'ajouter : « Ce qui distingue le marché égyptien par rapport à d'autres pays est que le processus de production y est plus facile et les champs sont rapi-

dement mis en production ». Eni est l'un des plus grands producteurs et investisseurs du secteur pétrolier égyptien. Brusco a salué le soutien du gouvernement égyptien aux entreprises opérant dans le secteur pétrolier, ainsi que son engagement à régler les créances des partenaires étrangers. Il a souligné que la politique du gouvernement égyptien est un élément clé pour soutenir les efforts de l'entreprise dans l'expansion de la production et de l'exploration. Madbouly a demandé à Eni d'accélérer les opérations d'exploration et de dé-

veloppement des champs au cours de la période à venir.

La compagnie a réaffirmé son engagement de faire de l'Egypte un hub gazier dans la région de la Méditerranée orientale, grâce à la présence d'infrastructures importantes de traitement et de liquéfaction du gaz, levier clé pour le développement de nouveaux projets gaziers nationaux, ainsi que pour des projets internationaux tels que Cronos, découvert par Eni au large de Chypre.

SIERRA LEONE

Access Bank recevra de la SFI une garantie de 10 millions \$ pour financer les PME

L'économie sierra-léonaise, tirée par les performances des secteurs minier et agricole, a dépassé les 5% de croissance entre 2022 et 2023. À moyen terme, le FMI anticipe un rythme de croissance plus stable, autour de 4,6%.

Pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) en Sierra Leone, la Société financière internationale (SFI) a annoncé le jeudi 25 septembre 2025, avoir conclu un accord de garantie de 10 millions \$ en faveur d'Access Bank Sierra Leone, filiale locale de l'une des principales institutions financières du Nigeria. Ce financement vise à renforcer la capacité de la banque à accorder des prêts aux PME locales avec un accent particulier sur celles dirigées par des femmes. Dans ce partenariat, la SFI mettra en place un dispositif de partage des risques, offrant à Access Bank la capacité d'octroyer jusqu'à 20 millions de dollars en prêts en monnaie locale aux PME. Au moins 25 % de ces financements seront spécifiquement réservés aux entreprises féminines. L'objectif d'Access Bank est

d'atteindre plus de 50% d'ici cinq ans. La SFI prévoit en outre un accompagnement technique à la banque, ainsi qu'un programme de formation destiné à une cinquantaine de PME pour renforcer leurs capacités de gestion et leur pérennité économique. Cet accord est conclu dans un contexte économique où les PME jouent un rôle central, notamment en Sierra Leone, où elles représentent environ 90% du tissu économique et assurent les moyens de subsistance de près de 70% de la population. Cependant, 17% des PME ont actuellement accès à un financement formel, freinant ainsi leur développement. « Les PME sont essentielles à la création d'emplois et au renforcement de la résilience et de la croissance en Sierra Leone, où elles créent la grande majorité des emplois. Grâce à ce partenariat, nous aide-

rons de nombreuses entreprises à accéder aux financements nécessaires à leur croissance », a déclaré Abdu Muwonge, représentant du Groupe de la Banque mondiale pour la Sierra Leone. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Programme de garantie des petits prêts (SLGP) de la SFI, un mécanisme mis en place pour réduire les risques liés au financement des PME dans les économies fragiles et à faible revenu. Ce programme vise à mobiliser davantage de ressources privées vers des secteurs clés de développement, avec un impact direct sur l'emploi, l'inclusion financière et la croissance économique durable. La SFI revendique actuellement un portefeuille d'investissement de 43,5 millions de dollars en Sierra Leone, principalement dans l'agroalimentaire et le secteur financier.

LIBERIA

La société nigériane Atlas-Oranto entre dans la recherche de brut en mer

Après plusieurs tentatives vaines pour mettre la main sur des gisements d'hydrocarbures commercialement viables, le Liberia qui fait face à des défis énergétiques majeurs, multiplie l'attribution de blocs pétroliers, notamment en mer. À l'instar d'acteurs internationaux tels que TotalEnergies, la société nigériane Atlas-Oranto Petroleum a obtenu quatre blocs d'exploration pétrolière au large des côtes du Liberia. Selon des informations relayées mercredi 24 septembre par la presse spécialisée, l'attribution

de ces permis intervient en lien avec la politique de relance de l'exploration pétrolière dans le pays. Le gouvernement libérien a confirmé l'attribution des blocs en échange d'une prime à la signature d'un montant total de 12 millions de dollars. Un investissement qui renforce la présence d'Atlas-Oranto en Afrique, au-delà du Nigeria. La compagnie a présenté un plan d'exploration comprenant notamment la réalisation d'une campagne de relevés sismiques, dont la nature (2D ou 3D) n'a pas été précisée publi-

quement, ainsi qu'une stratégie de développement préliminaire. L'entrée d'Atlas-Oranto dans l'offshore du Liberia contribue à illustrer une tendance d'extension opérationnelle des juniors pétroliers nigérianes sur le continent. Comme exemple, FIRST E&P a, fin juillet, signé un accord pour évaluer le bloc gazier Mnazi Bay North en Tanzanie. D'autres juniors nigérianes sont également actives dans l'exploration pétrolière sur le continent. C'est notamment le cas de Waltersmith Petroman Oil Limited, qui a obtenu une participa-

tion de 40 % dans le bloc offshore EG-23 en Guinée équatoriale en 2019. Pour le Liberia, après l'attribution de ces blocs à Atlas-Oranto, il faudra attendre la concrétisation des campagnes de relevés sismiques et des forages à venir. Ces activités restent incertaines, car le taux de succès des travaux d'exploration pétrolière à travers le monde est estimé autour de 30 %, selon des experts du secteur de l'énergie comme le fournisseur de données Westwood Global Energy.

BÉNIN

Le gouvernement veut déployer l'assurance agricole indicielle à grande échelle

À Bénin, le secteur agricole contribue à hauteur de 24 % au PIB et emploie environ 28 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, le renforcement de la résilience aux aléas climatiques constitue un défi dans le secteur. Le gouvernement béninois a approuvé le mercredi 24 septembre en Conseil des ministres, un décret visant à créer les conditions réglementaires pour la généralisation de l'assurance agricole indicielle. Pour expliquer cette démarche, les autorités mettent en avant les résultats concluants d'un projet pilote mis en œuvre au profit de 11 000 riziculteurs en 2024. « En effet, 2341 d'entre eux ont été sinistrés et ont bénéficié d'une indemnité conséquente. De fait, la formule suscite l'engouement des producteurs, aussi bien pour les trois filières ciblées dans la phase pilote [riz, coton et bétail] », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres. Contrairement à l'assurance traditionnelle, ce mécanisme déclenche le versement d'indemnités non pas sur la base des pertes réelles constatées sur le terrain, mais selon l'atteinte d'un indice prédéfini, lié au rendement des cultures ou à la production agricole. Outre la rapidité des indemnisations, l'assurance agricole indicielle présente, entre autres avantages, la réduction des coûts grâce à la limitation des intermédiaires et des démarches administratives, ainsi qu'un meilleur accès au crédit, les banques étant davantage disposées à financer les producteurs, dont les investissements sont mieux sécurisés. L'enjeu de généraliser l'adoption de cet instrument vise ainsi à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face aux aléas climatiques. Rappelons qu'en mars dernier, le ministère de l'Agriculture avait également lancé un projet pilote d'assurance agricole à indice de rendement pour couvrir 100 000 agriculteurs opérant dans les filières riz, coton et bétail.

OR

La RDC envisage de nouvelles mines industrielles

Bien que surtout connue pour ses réserves cuprifères et cobaltifères, la RDC est également dotée d'un potentiel aurifère notable. Le pays ne compte néanmoins encore que peu de sites d'exploitation industrielle, la mine Kibali couvrant à elle seule environ 90% de sa production. La République démocratique du Congo mène actuellement des discussions en vue de conclure des accords pour développer de nouvelles mines industrielles d'or. C'est ce qu'a affirmé le ministre des Mines Louis Watum dans une interview publiée le jeudi 25 septembre par Bloomberg. Une annonce qui survient dans un contexte

favorable pour le métal jaune, dont le prix se négocie au-dessus du niveau record des 3700 USD l'once ce vendredi 26 septembre. L'or a déjà gagné plus de 40% depuis le début d'année. Si ce facteur n'a pas été mis en avant, on apprend que la mesure annoncée par le ministre s'inscrit parmi les initiatives prévues pour limiter les pertes liées à la contrebande d'or, lesquelles avoisineraient les 60 tonnes par an. Pour cela, les autorités congolaises sont en contact avec plusieurs compagnies minières, dont le canadien Barrick Mining, opérateur de la mine Kibali qui pourvoit environ 90% de la production aurifère natio-

nale. « De nombreuses discussions sont en cours et quelques accords pourraient être annoncés prochainement [...]. Nous ne discutons pas seulement avec de grandes sociétés minières existantes comme Barrick. Nous ouvrons également de nouveaux horizons à de nouveaux entrants » relaie Bloomberg. Pour l'heure, peu de détails ont filtré sur l'état d'avancement et les contours des différentes discussions évoquées. Il faut toutefois noter que la hausse des prix de l'or est un facteur qui incite généralement les compagnies minières à injecter de nouveaux investissements dans les projets. « C'est l'effet « ruée

vers l'or ». Quand les prix montent, tout le monde se précipite pour trouver de l'or » expliquait notamment l'analyste de CRU Olivier Blagden lors d'un entretien accordé à Agence Ecofin. En attendant davantage de précisions, notons que la RDC compte déjà plusieurs projets aurifères notables. Citons notamment Adumbi, un gisement de 3,66 millions d'onces de ressources minérales opéré par la société minière canadienne Loncor Gold. Le projet Misisi d'Avanti Gold abrite aussi un gisement hébergeant plus de 3 millions d'onces de ressources inférées.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Panne d’escalator pour les marchés ?

Malgré la perspective de nouvelles baisses de taux aux Etats-Unis d'ici la fin de l'année, Wall-Street a subi quelques dégagements cette semaine, pâtissant notamment des commentaires de Jérôme Powell sur le prix des actifs "assez élevés". La tâche de la Fed semble donc difficile, entre affaiblissement du marché de l'emploi et persistance de tensions inflationnistes. La politique monétaire américaine ne devrait pas être aussi agressive qu'escompté. Les marchés ont ainsi fait preuve de volatilité, évoluant de manière erratique, et cela pourrait perdurer.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Les tops de la semaine

Petershill Partners +32,33 % :le Britannique, contrôlé par la division gestion d'actifs de Goldman Sachs, va quitter la cote non sans avoir rétribué ses actionnaires à hauteur de 921 millions de dollars, sur la base de 4,15 USD par titre, sous réserve des autorisations nécessaires. La société quittera la cote de Londres le 4 décembre et redeviendra privée.

OHB +30,46 % : le gouvernement allemand va consacrer 35 milliards d'euros à des projets spatiaux et à une infrastructure de sécurité dans l'espace au cours des cinq prochaines années. OHB, qui fait partie des principaux groupes européens du secteur, devrait profiter du ruissellement de ce budget.

Kingfisher +19,78 % : le propriétaire britannique des enseignes Castorama et B&Q, a relevé durant la semaine ses perspectives de bénéfices et de flux de trésorerie annuelles après des résultats semestriels ressortis au-dessus des attentes. Une publication positive qui confirme les indications fournies par d'autres indicateurs du secteur.

Renk +15,97 % : comme la plupart des autres groupes liés à la défense en Europe, l'industriel allemand a profité du nouveau revirement de Donald Trump sur le conflit russo-ukrainien. Le Président des Etats-Unis a pris assez fermement le parti de l'Ukraine contre la Russie pour la première fois depuis son investiture. Le marché y voit le signe d'un durcissement possible du conflit avec l'Occident, synonyme de renforcement des dépenses militaires.

Hennes & Mauritz +13,55 % : la marque suédoise de prêt-à-porter a réservé une bonne surprise à ses actionnaires avec des chiffres bien meilleurs que prévu sur le dernier trimestre écoulé. Le titre a en outre été soutenu par un bon accueil de la collection automne H&M, même si les ventes de septembre devraient stagner à taux de change constants face à une base de comparaison élevée.

Alstom +4,78 % : l'industriel français a continué à engranger les contrats à un rythme soutenu, comme c'est le cas depuis quelques semaines. Modernisation d'une ligne au Maroc, matériel roulant pour un client européen et contrat de signalisation en Pologne viennent gonfler un carnet de commandes qui apporte de la visibilité à moyen terme.

Metsera +56,81 % : Pfizer se lance dans la course aux traitements contre l'obésité avec le rachat de Metsera à 47,50 USD par action. Un montant qui pourrait atteindre 70 USD, pour une facture globale de 7,3 milliards de dollars, si certains jalons sont atteints dans les années à venir.

Les flops de la semaine

Freeport-McMoran -20,45 % : le groupe minier a déclaré un cas de force majeure pour la mine de Grasberg en Indonésie, après un incident qui perturbe fortement ses opérations et qui a entraîné une révision en forte baisse des prévisions de production de cuivre et d'or en Indonésie à court et moyen terme.

Brunello Cucinelli -19,42 % : affublée du surnom d'Hermès italien, la marque de luxe a lâché plus de 20% en trois séances. Deux vendeurs à découvert l'ont accusée de conti-

nuer à opérer en Russie malgré les sanctions européennes. La défense maladroite de la société n'a rien arrangé, d'autant qu'elle est richement valorisée et qu'elle a bâti une partie de sa réputation de marque sur l'éthique.

Bloom Energy -17,2 % : Bank of America a coupé nette la progression boursière de l'action en affirmant que l'énorme rebond lié à l'engouement pour l'IA est largement excessif et dépasse les qualités intrinsèques du dossier. Le broker valorise le dossier 24 USD l'action, contre près de 80 USD au moment où la recommandation a été émise.

Carmax -23,22 % : gros décrochage après une publication de résultats inférieurs aux attentes. Le marché de l'automobile d'occasion souffre aux Etats-Unis. Le PDG Bill Nash a évoqué un trimestre "difficile", marqué par des pressions macroéconomiques et une demande affaiblie.

Astera Labs -19,34 % : l'entrée dans le fameux indice PHLX des semiconducteurs n'a pas empêché de lourdes prises de bénéfices après une hausse de 180% pour l'action au cours des six derniers mois.

Gerresheimer -22,29 % : la BaFin a ouvert une enquête sur le groupe allemand, en relation avec une possible irrégularité comptable liée à l'enregistrement anticipé de revenus. L'affaire, jugée sérieuse par l'entreprise, porte sur plusieurs dizaines de millions d'euros et fragilise une crédibilité déjà entamée.

Matières premières

Energie : La baisse des stocks aux Etats-Unis et les tensions géopolitiques croissantes soutiennent les prix du pétrole à court terme. Les attaques de drones ukrainiens sur les infrastructures énergétiques russes poussent Moscou à limiter ses exportations de carburants jusqu'à la fin de l'année. Ces annonces ne concernent néanmoins qu'une petite partie des exportateurs de produits raffinés mais cela démontre les effets de la guerre sur l'industrie pétrolière russe. Aux Etats-Unis, Les stocks de pétrole brut ont reculé de 600 000 barils, alors que les marchés s'attendaient à une augmentation. Enfin, les observateurs sont partagés sur le potentiel excédent de l'offre qui se profile. L'OPEP+ augmente son offre mais certaines sources relèvent les difficultés rencontrées pour atteindre le niveau prévu. Le cartel élargi livre actuellement environ 500.000 barils par jour en dessous des objectifs fixés selon Reuters, en raison d'un manque d'investissement chronique qui limite les capacités de production. Au niveau des cours, le Brent s'échange autour de 68,40 USD, contre 64,50 USD pour le WTI.

Métaux : La tonne de cuivre est repassée au-dessus de la ligne des 10.000 USD à Londres, et même bien plus puisque son prix cash atteint 10.312 USD. La mine Grasberg de Freeport-McMoRan en Indonésie, la deuxième plus grande mine de cuivre au monde, a déclaré un cas de force majeure après un glissement de terrain fatal qui a interrompu ses opérations. C'est cet événement qui est à l'origine de la flambée des prix au LME, le cuivre s'échange ainsi à son plus haut niveau depuis mai 2024. Les prévisions d'offre pour les 2025 et 2026 ont été révisées à la baisse, augmentant les préoccupations de pénuries sur le marché. Dans le registre des métaux précieux, l'or a toujours la cote malgré l'incertitude sur la dynamique des taux de la Fed. Son prix évolue à

proximité de son sommet historique, soutenu par la faiblesse du dollar, les achats des banques centrales, et les tensions géopolitiques. Le reste du compartiment conserve également une forme olympique : le platine progresse de 9% en cinq jours, l'argent s'adapte environ 4,70% sur la même période.

Produits agricoles : C'est le grand écart des performances entre le café, qui a progressé de 3% cette semaine, et le cacao, en chute de 4%. Au milieu, les céréales font du surplace. Le boisseau de blé (contrat échéance décembre 2025) s'échange à 524 cents tandis que le maïs (même échéance) se négocie à 424 cents le boisseau.

Macroéconomie

Macro : Le coup de mou enregistré en milieu de semaine par les marchés financiers ne semble pas être le prélude à une consolidation d'ampleur. Les prévisions des résultats des entreprises pour le troisième trimestre sont toujours attendues en nette hausse et devraient donc logiquement alimenter le train de la hausse. Les derniers chiffres de l'inflation sont ressortis en ligne avec les attentes tandis que les ménages américains dépensent à un rythme légèrement supérieur aux prévisions. Dans l'ensemble, ces données macroéconomiques ne remettent pas en cause le scénario central d'une poursuite du cycle de détente monétaire. Seule potentielle ombre au tableau, la reprise du dollar qu'il faudra suivre avec attention alors même que les rendements obligataires font face à des résistances intermédiaires, à l'image des 4.20% sur le 10 ans

américain.

Crypto : Le bitcoin chute de 5,5% depuis lundi et repasse sous la barre des 110 000 dollars. Une baisse qui s'explique notamment, d'un côté, par environ 500 millions de dollars de sorties nettes des ETF Bitcoin Spot, et de l'autre, par 30 000 BTC envoyés sur des plateformes d'échange (Coinbase, Binance, Kraken...) dans le but d'être vendus. La tendance se ressent également sur les autres cryptomonnaies : l'éther (ETH) recule de 11% et repasse sous les 4 000 dollars, Solana (SOL) perd 4% à 190 dollars, et XRP (XRP) baisse de 3% à 2,69 dollars. Les investisseurs avaient aussi les yeux rivés sur Tether cette semaine, le géant des stablecoins étant en discussions pour lever entre 15 et 20 milliards de dollars selon Bloomberg. Une telle opération permettrait à Tether d'atteindre une valorisation estimée à 500 milliards de dollars, le plaçant dans le club des sociétés privées les plus valorisées au monde, aux côtés d'OpenAI ou de SpaceX. Donald Trump s'est plaint cette semaine d'avoir été victime d'actes de malveillance lors de sa visite à l'ONU, en particulier une panne d'escalator. Les marchés actions, eux-aussi, ont subi le coup de la panne. La semaine prochaine, qui sera à cheval entre septembre et octobre, sera l'occasion de découvrir les premiers chiffres de l'inflation de septembre en Europe (mardi et mercredi) ainsi que des données toutes fraîches sur l'emploi aux Etats-Unis (vendredi). Pour les premiers résultats d'entreprises du troisième trimestre, il faudra encore patienter une dizaine de jours.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 25 Septembre 2025					
Valeur : 29 Septembre 2025					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.5604	129.5754
1	EUR	EURO		151.8448	151.8883
1	GBP	POUND STERLING		174.0935	174.1605
100	JPY	JAPANESE YEN		87.0643	87.0802
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1788	18.1827
1	CHF	SWISS FRANC		162.5805	162.6810
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.2022	93.2331
1	DKK	DANISH KRONE		20.3679	20.3716
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7823	13.7876
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0323	13.0375
1	AED	UAE DIRHAM		35.2718	35.2797
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5430	34.5488
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.7882	425.1161
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2310	44.6755
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3123	14.3139
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9421	24.0650
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2448	3.2548
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6601	177.6601

ESPAGNE

Madrid bénéficie d'un triple relèvement de sa note de crédit par Moody's, Fitch et S&P

L'Espagne a reçu vendredi un double coup de pouce de la part des agences de notation mondiales Moody's et Fitch, qui rejoignent S&P Global pour relever la note du pays, saluant l'amélioration de son économie et de son marché du travail.

L'économie espagnole, qui a connu une expansion supérieure aux prévisions initiales, a surpassé ses homologues de la zone euro au deuxième trimestre, tous les grands secteurs ayant enregistré une croissance. Le chômage est également tombé à son niveau le plus bas depuis le début de l'année 2008. « La vigueur économique de l'Espagne s'améliore grâce à un modèle de croissance plus équilibré, à des progrès sur le marché du travail et au renforcement du secteur bancaire, qui augmentent la résilience de l'économie », a déclaré

Moody's, en relevant la note du pays de « Baa1 » à « A3 ». Fitch a partagé ce constat et attribué à l'Espagne une note « A », soit un cran au-dessus de la note « A- » qu'elle détenait précédemment. « Les récents gains de productivité, la croissance modérée des salaires et des prix de l'énergie relativement bas ont renforcé la compétitivité extérieure et solidifié les bilans privés extérieurs », a indiqué Fitch vendredi. L'Espagne avait déjà bénéficié d'un relèvement de sa note par S&P Global plus tôt ce mois-ci, l'agence citant l'améliora-

tion de la situation financière extérieure portée par le secteur privé, qui représente plus de la moitié du PIB national. Le gouvernement espagnol avait relevé plus tôt ce mois-ci ses prévisions de croissance annuelle, porté par une expansion économique régulière après la pandémie, alors que d'autres pays européens peinent à retrouver leur rythme de croissance. Moody's a également révisé la perspective du pays, la faisant passer de positive à stable, tandis que Fitch a maintenu sa perspective à stable.

ECONOMIE MONDIALE

L'OCDE table sur un ralentissement de la croissance mondiale

L'institution estime que le produit intérieur brut mondial devrait progresser de 3,2 % cette année, puis de 2,9 % seulement en 2026, en raison des droits de douane imposés par les Etats-Unis à de nombreux pays. La croissance mondiale a mieux résisté que prévu aux assauts protectionnistes du président américain, Donald Trump, mais cela ne devrait pas durer, avertit l'Organisation de coopération et de développement

économiques (OCDE), dans ses prévisions publiées mardi 23 septembre. L'organisation sise à Paris table sur une croissance de 3,2 % en 2025, en légère hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à ce qu'elle prévoyait en juin, en raison des investissements soutenus dans l'intelligence artificielle, de la relance budgétaire en Chine, mais aussi de la hausse de la production industrielle et des exportations en anticipation des nou-

veaux droits de douane américains. Des effets positifs, mais de courte durée. « La croissance devrait nettement s'essouffler au cours du second semestre de cette année », puis descendre à 2,9 % en 2026, projette l'OCDE. C'est aux Etats-Unis que la chute sera la plus brutale, avec une croissance qui devrait passer de 2,8 % en 2024 à 1,8 % en 2025 et 1,5 % en 2026. Raison invoquée par l'OCDE : « La forte progression des inves-

tissements dans les secteurs de haute technologie sera plus que compensée par la hausse des droits de douane et la baisse de l'immigration. » Les taxes à l'importation ont atteint les 19,5 % à la fin août, soit leur plus haut niveau depuis 1933, mais les Etats-Unis n'en ont pas encore subi leurs effets, les entreprises puisant dans leurs stocks ou réduisant temporairement leurs marges.

ROYAUME-UNI

Les prévisions d'inflation augmentent

Les attentes des citoyens britanniques en matière d'inflation à long terme ont augmenté pour atteindre 4,1 pour cent. La Banque d'Angleterre vise à ramener le taux d'inflation actuel de 3,8 pour cent à son objectif de 2 pour cent d'ici le printemps 2027. Pour lutter contre les pressions inflationnistes persistantes, la Banque d'Angleterre maintient le taux d'escompte à 4 pour cent. Une récente enquête menée par Citi et YouGov montre une augmentation des attentes d'inflation à long terme parmi les citoyens britanniques. Ces attentes, mesurées sur

une période de cinq à dix ans, ont atteint 4,1 pour cent en septembre, soit une légère augmentation par rapport aux 3,9 pour cent enregistrés en août. Si les prévisions d'inflation à court terme restent stables, cette tendance à la hausse des projections à long terme constitue un défi pour la Banque d'Angleterre (BoE). La BoE se concentre actuellement sur la réalisation de son taux d'inflation cible de 2 pour cent. Conservant une approche prudente en matière de réduction des taux d'intérêt, la BoE a actuellement fixé le taux d'escompte à 4

pour cent. Ce rythme mesuré vise à contrer les pressions inflationnistes persistantes. Malgré les efforts récents, le taux d'inflation du Royaume-Uni reste le plus élevé des pays du G7, atteignant 3,8 pour cent en août. La BoE prévoit que ce taux pourrait culminer à 4 pour cent en septembre, ce qui souligne la nécessité de rester vigilant. La banque vise à ramener l'inflation à son objectif de 2 pour cent d'ici au printemps 2027.

ETATS-UNIS

L'inflation accélère et atteint +2,7% sur un an

L'inflation aux États-Unis poursuit sa hausse et connaît même une accélération. Selon les chiffres officiels, elle était à +2,7% sur un an en août, le rythme le plus élevé depuis six mois. L'inflation s'est accélérée en août aux États-Unis, à +2,7% sur un an, son rythme le plus élevé depuis février, selon l'indice officiel PCE publié vendredi, le thermomètre préféré de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour mesurer l'inflation. A +2,7% contre +2,6% en juillet, l'inflation paraît s'éloigner encore de la cible de la Fed, qui est de 2%. D'un mois sur l'autre, l'indice accélère aussi légèrement (à +0,3% après +0,2%). L'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation) est en revanche stable par rapport au mois précédent, à 2,9% en glissement annuel, rapporte le ministère américain du Commerce. Ces évolutions étaient attendues par les investisseurs, selon le consensus publié par MarketWatch. Le rapport PCE contient pour eux des bonnes nouvelles: les revenus personnels ont augmenté plus qu'anticipé, de même que la consommation des ménages, signes que la première économie mondiale tourne encore en dépit des turbulences sur le front des droits de douane. La plupart des experts s'attendent à voir les prix augmenter aux États-Unis au fur et à mesure que seront répercutées les taxes sur les produits importés mises en place à un rythme soutenu par le président Donald Trump depuis son retour au pouvoir en janvier. Jeudi soir, il en a encore annoncé de nouvelles: sur les médicaments, mais aussi les camions et les meubles produits hors des États-Unis.

INTERDICTION DES VENTES DE VÉHICULES THERMIQUES EN 2035

Le Québec fait marche arrière

Le ministre de l'Environnement de la province canadienne recule sur cette mesure phare. Il avance de nouveaux objectifs qu'il juge « plus équilibrés ». En UE, l'interdiction de vente de véhicules thermiques neufs en 2035 va être réexaminée. Au Québec (Canada), ce même objectif qui était aussi au programme fait partie du passé. Le ministre de l'Environnement de la province

francophone, Bernard Drainville, en a fait l'annonce ce vendredi sur le réseau social X et au micro de différents médias. Il promet ainsi de donner « plus de répit » à l'industrie automobile, de laisser « plus de choix » aux automobilistes québécois, et assure oeuvrer ainsi pour une transition écologique plus « équilibrée et reposable ». Bernard Drainville dit ainsi s'adapter au nouveau contexte du secteur auto-

mobile nord-américain, depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. A la place d'un objectif 100% de ventes de véhicules neufs électriques en 2035, il prône un nouveau cap de « 90% de ventes de véhicules électriques et hybrides rechargeables ». « Il faut trouver le juste équilibre entre environnement et économie », assure-t-il, tout en rassurant : le Québec reste la

province « avec la politique d'électrification des transports la plus ambitieuse ». Il y a quelques semaines déjà, le gouvernement fédéral canadien, par la voix de son premier ministre Mark Carney, avait déjà suspendu les objectifs de ventes de véhicules électriques prévus (20% des ventes en 2026, 100% en 2035).

POUR SAM ALTMAN DES MÉTIERS DISPARAÎTRONT ET BEAUCOUP SERONT REDÉFINIS

“40% de vos tâches seront remplacées par l’IA”

L’IA transforme le travail. Sam Altman, patron d’Open AI, affirme que de nombreuses tâches seront automatisées. Certains métiers disparaîtront tandis que d’autres changeront profondément, avec l’apparition de nouvelles fonctions.

Sam Altman constate que l’IA progresse vite et qu’elle modifiera en profondeur l’emploi. Dans une interview accordée à Business Insider, le papa de ChatGPT évoque une part importante des tâches quotidiennes confiées aux machines. Mais il rappelle aussi que les emplois ne disparaîtront pas tous. Certains vont évoluer pour intégrer ces outils. Par ailleurs, de nouveaux métiers vont apparaître. Plus que jamais, il faudra rester flexible et savoir comprendre les besoins humains dans ce contexte.

L’IA remplacera une part importante des tâches, pas forcément des emplois

Selon Sam Altman, il ne faut pas confondre emploi et tâches. Beaucoup de métiers continueront d’exister, mais une part lourde des actions qui les composent changera. L’intelligence artificielle accomplira aisément certaines tâches avant difficiles, laissant aux humains le soin d’apporter créativité et jugement. Voilà qui rejoint la récente enquête selon laquelle 89% des dirigeants pensent que l’IA servirait à seconder les salariés, éventuellement, automatiser les tâches ingrates. Le P-DG d’OpenAI va plus loin et précise que « l’IA fera certaines choses mieux et plus vite, mais les humains garderont leur rôle pour tout ce qui demande de la compréhension fine ou de l’innovation ». Cela signifie que des activités répétitives ou analytiques deviendront automatisées tandis que les travailleurs se concentre-



ront sur d’autres aspects. En pratique, les modèles d’IA seront utilisés pour alléger la charge, redéfinissant ce que signifie exercer un métier. Sam Altman imagine « une économie où une part importante des tâches sera réalisée par des machines ». En d’autres termes, il s’agit de partager la charge là où la technologie complète le savoir-faire humain. Cette anticipation va dans le sens des études économiques qui évaluent qu’envi-

ron 40 % à 45 % des tâches pourraient être prises en charge par l’intelligence artificielle d’ici à 2035.

De nouveaux métiers naîtront et le rythme des changements va s’accélérer

La révolution générée par l’IA agit aussi sur un renouvellement accéléré des emplois. Sam Altman rappelle qu’en moyenne, la moitié des emplois évolue

tous les 75 ans, même sans intelligence artificielle. Désormais, ce phénomène se produit plus vite.

Cela signifie que des métiers disparaîtront tandis que d’autres émergeront, souvent dans des secteurs que l’on ne soupçonne pas encore. Selon lui, il faudra miser sur l’apprentissage, l’adaptabilité et la capacité à comprendre ce que veulent les gens. Il insiste : « Apprendre à apprendre, à s’adapter aux changements, voilà ce que personne ne pourra remplacer. Comprendre réellement les besoins des autres et créer des produits ou services utiles reste une force humaine majeure ».

Cela brise l’idée que l’intelligence artificielle supprime simplement des emplois. Au contraire, elle invite à repenser l’ensemble du travail et les compétences demandées. Les formations devront évoluer et les salariés intégreront ces nouveaux outils dans leur quotidien.

La mutation professionnelle prendra plusieurs formes : certains emplois se verront partiellement transformés, d’autres disparaîtront totalement, tandis que de nouvelles fonctions émergeront, donnant naissance à un paysage du travail très différent.

On est encore bien loin du grand remplacement, d’autant quand on sait que l’IA est encore capable de se comporter comme un véritable tir-au-flanc, en produisant des documents ou exécutant des tâches ni faites, ni à faire, ou après lesquelles les hommes doivent repasser pour tout corriger.

Souriez, vous êtes sur Internet ! Pékin veut faire disparaître les sentiments négatifs

La Chine cherche à changer l’humeur des internautes de son pays. Et personne ne pourra y échapper semble-t-il. L’internet chinois est un peu particulier, ayant été construit afin de pouvoir être contrôlé par le gouvernement – avec notamment le fameux Grand Firewall. Il est ainsi habituel de voir les autorités centrales censurer en masse des sujets qu’elles considèrent d’importance politique. Mais aujourd’hui, c’est une forme de contrôle plus inédite qui est appli-

quée à l’internet chinois.

La Chine entame une campagne de deux mois pour chasser la négativité en ligne

L’administration chinoise du cyberespace vient d’entamer une campagne de deux mois dont l’objectif est de réduire au maximum les messages qui « exagèrent de manière excessive les sentiments négatifs et pessimistes ». Comme l’évoque la BBC, plusieurs influenceurs majeurs du web chinois,

connus pour leurs critiques acerbes ou humoristiques des inégalités sociales ou des problèmes d’avenir pour la jeune génération, ont semble-t-il déjà été victimes de cette campagne. Ils ont ainsi été censurés en ligne, sans pour autant que des explications officielles n’aient été données.

Plusieurs grands réseaux sociaux sanctionnés

Après la jeunesse occidentale, la

jeunesse chinoise a commencé elle aussi à développer ces dernières années une critique des conditions de travail dans le monde moderne. Un nouveau phénomène dit du « Tang-ping » (« s’allonger à plat ») a pu être observé récemment dans le pays, avec une partie de la jeunesse préférant abandonner toute ambition plutôt que de se conformer au rythme très dur des entreprises chinoises, symbolisé par le triple chiffre 996 (travailler de 9h du matin à 9h du soir, 6 jours par semaine).

Pékin s’inquiète de ce refus d’une certaine jeunesse de participer au système qui a fait la force de la Chine, et veut qu’internet - l’espace où ils communiquent - soit un espace plus positif. À noter que les influenceurs ne sont pas les seuls visés, les plateformes du pays doivent elles aussi rendre des comptes. Des plateformes comme Weibo, Xiaohongshu ou bien Kuaishou vont ainsi être l’objet de « sanctions sévères » pour avoir mal contrôlé la dissémination de contenus « négatifs ».

Brèves

Databricks s’associe à OpenAI

Les deux sociétés ont signé un contrat pluriannuel de 100 M\$ pour apporter aux clients de Databricks les derniers modèles d’OpenAI dont GPT-5. Ils s’intégreront au sein d’Agent Bricks, l’outil automatisant la création d’agents IA dans les entreprises. Ces dernières auront donc plus de choix en termes de LLM surtout que Databricks a signé un accord similaire avec Anthropic en mars dernier. Le partenariat avec OpenAI concerne aussi Unity Catalog du spécialiste des data store, utilisé pour la gouvernance des données et des modèles d’IA. Il apportera par ailleurs des fonctionnalités d’observabilité pour aider les équipes à surveiller les performances, la précision et la sécurité des agents IA.

Cisco corrige une faille dans IOS

L’équipementier a enjoint les administrateurs réseaux à appliquer sans tarder les patches pour une vulnérabilité touchant les systèmes d’exploitation IOS et IOS XE. CVE-2025-20352 entraîne un débordement de pile dans le sous-système SNMP (Simple Network Management Protocol). Les pirates pourraient rapidement développer un exploit s’appuyant sur la faille reconnait Cisco. Ils seraient alors capables d’envoyer un paquet SNMP spécialement conçu à un équipement affecté pour provoquer le rechargement du système, provoquant ainsi un déni de service (DoS). S’ils obtiennent des privilèges plus élevés, ils peuvent prendre le contrôle de l’ensemble du système.

Thales avance sur les communications quantiques spatiales

A Madrid, Thales Aleniaspace et Hispasat ont présenté les avancées du projet QKD-GEO qui a pour vocation de sécuriser les communications satellitaires par la diffusion de clés quantiques. Dévoilé en janvier dernier, l’initiative passe en phase opérationnelle avec le lancement d’une première mission dans les prochains mois. Le système GEO-QKD prévoit de transmettre 500 millions de photons par seconde, dont seulement quelques milliers seront reçus, en utilisant une optique adaptative pour atténuer la dégradation de l’atmosphère. Le principal défi consiste à envoyer, recevoir et détecter des photons individuels à 36 000 kilomètres d’altitude. Les premiers essais sont attendus au début 2026 aux Canaries.

C'est quoi ce sachet que vous pouvez trouver dans le liquide de refroidissement de votre Volkswagen ou Audi ?

Au sein du groupe Volkswagen, le liquide de refroidissement est une affaire complexe. Différente générations du fameux liquide "G" se sont succédées depuis les années 1990 avec, officiellement, certaines incompatibilités de mélange entre elles. Et si vous êtes attentifs, vous pouvez même noter la présence d'un petit sachet dans votre vase d'expansion qui contient un "mystérieux" gel.

Il y a bien longtemps que l'on ne met plus d'eau dans son vase d'expansion ou son radiateur pour faire l'appoint. Le liquide de refroidissement est désormais un domaine très technique. Le fluide doit en effet être capable de transporter les « calories » du moteur pour évacuer la chaleur vers le radiateur. Mais il doit aussi être conçu de façon à ne pas attaquer les différents métaux qui composent un moteur. Et il est loin le temps où la fonte et l'acier étaient les seules matières premières d'un bloc ! Aluminium et même magnésium se sont rajoutés à une liste d'alliages complexes avec leur faiblesse respective, notamment en matière de corrosion. La protection de la corrosion, c'est justement l'argument majeur des liquides utilisés par Volkswagen. Au sein du groupe allemand, la fameuse jungle des liquides « G » (G11, G12, G13, G12 Evo...) a toutefois provoqué quelques remous, que ce soit du côté des clients comme des ateliers en après-vente.

Et pour ne rien arranger à l'affaire, si les carnets d'entretien prévoient que le liquide G était « à vie » sur le véhicule du fait de sa durabilité (en dehors d'opérations telle que le changement de pompe à eau ou du changement de courroie de distribution, qui implique une vidange du liquide de refroidissement), le discours du fabricant, Pentosin, est nettement moins tranché. Nous y revenons plus bas. Et pour éviter une dégradation du liquide de refroidissement, Volkswagen avait trouvé une parade : ajouter un sachet spécial dans le vase d'expansion. Sachet que certains distributeurs se sont empressés de retirer en coulisses, comme nous avons pu le constater.



Le sachet de la discorde

Ce petit sachet contient en fait tout bêtement du gel de silice. C'est un sachet qui est normalement uniquement présent sur les Volkswagen, Audi et autres autos du groupe Volkswagen produites entre 2008 et 2019, époque à laquelle le liquide G13 était utilisé, de couleur violette. Depuis 2020, il est remplacé par le G12 « Evo ». A la différence du premier G12 qui reposait sur une formule à base de 100 % de glycol, le G13 remplace une partie du glycol par de la glycérine pour améliorer le bilan environnemental du liquide. De nombreux témoignages de perte de liquide de refroidissement ou de fuite au niveau de la pompe à eau ont toutefois été recensés sur ces années. Pour prolonger la durée de vie du liquide de refroidisse-

ment, Volkswagen avait utilisé ce petit sachet de silice (parfois, le gel de silice est carrément intégré dans une paroi rigide, évitant qu'il se répande), notamment pour la protection anticorrosion. Si vous lisez « mit silicat » sur votre vase d'expansion, vous pouvez être sûr que vous avez le fameux sachet. Mais pourquoi certains concessionnaires et même propriétaires décident de le retirer ? Avec le temps et l'usure, il peut arriver que le sachet rompe et libère le gel dans le circuit de refroidissement. Les premiers symptômes pourront être une perte de chauffage dans une partie de l'habitacle puisque le contenu du sachet peut créer une pâte molle qui va venir boucher le radiateur au niveau de la cloison pare-feu. C'est l'un des premiers signes. Dans les cas les plus graves, heureusement très

rares, le circuit de refroidissement lui-même peut se retrouver partiellement bouché avec un risque de surchauffe moteur.

Liquide de refroidissement à vie ?

Chez le groupe Volkswagen et toutes ses marques, mieux vaut éviter de mélanger les différents liquides « G ». Certains sont partiellement compatibles avec d'autres, mais Volkswagen déconseille formellement de les mélanger. Si vous mixer deux liquides de base différente, vous pouvez vous retrouver avec une sorte de gel visqueux qui bouchera tout votre circuit. Un appoint peut éventuellement passer avec un liquide compatible, mais guère plus. Du côté de l'entretien, les concessionnaires du groupe ont tendance à affirmer que le liquide est effectivement à « vie » sur ces véhicules. Mais étonnamment, dans ses explications, le fabricant Pentosin se veut beaucoup plus nuancé. Un représentant de la marque précise en effet que pour le G13, qui fait partie des liquides « super long life », les intervalles de vidange peuvent aller jusqu'à 200 000 km mais Pentosin table plus sagement sur 160 000 km. Si votre concessionnaire vous certifie que votre Skoda, Volkswagen ou Audi n'a pas besoin de remplacement de liquide de refroidissement passé ces kilométrages, n'hésitez donc pas à insister pour réclamer l'opération afin d'avoir l'esprit tranquille. La meilleure stratégie est de supprimer le sachet dans le vase d'expansion et de faire une vidange complète du liquide en atelier régulièrement afin de conserver les meilleures propriétés de son liquide de refroidissement dans le temps.

Affaire Takata : pourquoi le remplacement de tous les airbags frontaux n'est pas systématique

Votre voiture a fait l'objet d'un rappel lié à l'affaire Takata et vous vous étonnez que votre garagiste n'ait remplacé qu'un seul airbag sur votre véhicule, que ce soit côté conducteur ou passager ? Vous n'êtes pas le seul : cette question revient régulièrement, notamment sur les réseaux sociaux. Elle alimente de nombreuses inquiétudes, voire des théories du complot. Pourtant, l'intervention prévue varie bel et bien en fonction du modèle et il n'est pas rare qu'un seul coussin gonflable ait besoin d'être changé, pour diverses raisons. Après le Dieseldgate, un "nouveau" scandale est venu dégrader la confiance envers les constructeurs automobiles. Même si ses racines sont déjà assez anciennes, l'affaire Takata n'a jamais autant fait l'actualité dans l'Hexagone que ces derniers temps. La faute, notamment, à deux accidents mortels en France Métropolitaine, qui s'ajoutent aux décès déjà recensés en outre-mer depuis plusieurs années. Ces drames auront au moins eu un mérite. Accusé de s'être montré trop passif, l'État a enfin décidé de taper du poing sur la table. Menacés de subir de lourdes amendes, les constructeurs ont donc accéléré les remplacements d'airbags défectueux. Mais



certain automobilistes s'étonnent aujourd'hui qu'un seul coussin gonflable ait été changé sur leur véhicule, et craignent que leur sécurité ou celle de leurs passagers ne soit encore en danger.

L'airbag conducteur seul changé sur certaines Citroën, DS ou Opel

Sur certains modèles, comme les Citroën C4, DS4 et DS5 ou encore la gamme Opel, l'airbag conducteur est ainsi le seul à être remplacé. Cela n'a rien d'anormal. Sur les Citroën et DS, le service clients de Stellantis justifie cette décision en précisant que "l'airbag passager utilise une technologie de caractéristiques différentes avec un générateur de gaz

(NDLR : pour le gonflage de l'airbag) et un dessiccant." Ce dernier est censé absorber l'humidité ambiante, l'un des deux facteurs qui augmentent le risque d'explosion des airbags Takata, avec les fortes chaleurs. "Tous les tests réalisés montrent qu'il n'y a pas de risque de rupture", assure la multinationale. On prendra évidemment cette affirmation impossible à vérifier avec quelques pincettes, d'autant que l'efficacité du dessiccant à long terme est très controversée. Un remplacement du côté passager dans un deuxième temps semble d'ailleurs bien être prévu pour les C4, DS4 et DS5. Mais nous n'avons effectivement pas eu connaissance d'accidents graves ou mortels qui auraient été liés à cette

sombre affaire sur ces différents modèles. Tout l'inverse de la Citroën C3 de deuxième génération et de son dérivé DS3/DS 3, pour lesquels plusieurs décès ont été enregistrés en France métropolitaine et en outre-mer. Ces deux citadines ont ainsi profité de plusieurs rappels de grande ampleur bien avant les C4, DS4/DS 4 et DS 5/DS5, avec un remplacement simultané des deux airbags pour elles.

De nombreux constructeurs ne remplacent que le côté conducteur

Les deux coussins gonflables frontaux n'ont pas la même forme, celui qui est situé dans le volant ayant souvent besoin d'être plus compact. Il est donc courant que votre voiture fasse cohabiter deux technologies différentes, voire deux fournisseurs différents. Chez la trentaine de constructeurs concernés, le cas où seul le côté conducteur est jugé dangereux n'est ainsi pas rare. On le retrouve notamment chez Jaguar-Land Rover ou dans le groupe Volkswagen. Même topo chez Chevrolet, une marque détenue par General Motors, mais dont le service après-vente est assuré par les concessions Opel qui ont distribué ses véhicules il y a

quelques années. La longue liste comprend même un certain nombre de Ferrari. Dommage que le site créé par le gouvernement pour cette affaire Takata ne donne aujourd'hui aucune information à ce sujet. Mais les outils en ligne des marques dédiés aux rappels pourront généralement vous aider à savoir quel(s) coussin(s) gonflable(s) doivent être changés sur votre véhicule, d'autant que l'État a imposé aux constructeurs de développer cette évolution.

De rares cas où seul l'airbag passager est changé

Le cas où seul l'airbag passager est remplacé est, lui, nettement plus rare. En réalité, cette pièce avait déjà été changée sur ce véhicule en 2017. Mais à cette époque, les méfaits du nitrate d'ammonium utilisé par Takata étaient moins connus. C'est ainsi ce composé chimique qui avait été conservé, sans dessiccant qui plus est, avec un risque d'explosion sous les climats chauds et humides fortement accrus à la clé au bout de quelques années. Il aura fallu attendre 2025 pour que le tir soit rectifié. Pour sa part, l'airbag conducteur avait également été remplacé dès 2017, avec une technologie plus sûre cette fois-ci.

Mots fléchés

Écoles		Hirondelles de mer		Chanteur de Police		Travail forcé		Département français		Considération		Grenelai	
Professeurs des écoles		Canal entre la mer rouge et la Méditerranée				Liaisons intimes				Se bidonner			
												Édifices religieux	
Auteur du juif errant				Fille de Cadmos				Billot d'acier sur les quais					
Retrancher								Astucieuses					
				Nickel			Éthéré						
							Arturo de Bertold Brecht						
Personnage créé par Goscinny et Tabary									Prénom féminin				
Puis									Rivière suisse				
		Radieuse		Île italienne	Instrument de musique marocain					Panicule			
Républiques socialistes					Pluriel de leu		Groupe terroriste en Algérie				En ce lieu		Impression
Fin de messe													
			Aluminium			Titre d'honneur chez les anglais				Près de			
										Sciences du blason			
Département français						Personne en surpoids	Conjoncture		Femelle du lapin de garenne				
Style musical									Sage				
			Circonscription ecclésiastique								Père de Thésée	Lettre grecque	
Sur une plaque des Pays-Bas			Sillon anatolique		Tablèrent								
Alcaloïdes					Percée								
								Présentateur de la télévision française					
								Atome					
Rappliquée	Pataugés						Commune de la Haute-Vienne					Dit quand l'enfant a faim	
	Résiliant												
							Boursouflure						
							Tranchées						
Contestée					Béryllium	Petite route			Dénué d'intelligence		Indium		
Cycles													
			Elle a sa baie des anges	Céréale				Occupation illégale					
				Longue période									
Lichen						Ruminant d'Afrique					Belle fleur	Anneau de cordage	
Transparent						Déambule							
					Devant Paso au Texas			Aboutissement					
					Pronom personnel			Sélénium					
Aïeux									Crépuscule				
Pilier									Scandium				
				Commentements						Il peut être d'entrée			
Equerre			Elles jacassent					Pour faire son beurre					

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Sayoud se rend à M’sila pour présenter ses condoléances aux familles des victimes des crues récentes

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud s'est rendu, dimanche, dans la commune de Sidi Aissa, wilaya de M'sila, afin de présenter ses condoléances aux familles des victimes des crues qui ont touché la région suite aux récentes intempéries et de s'enquérir des dégâts occasionnés.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 29 septembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CHINE

Mise en service du pont le plus haut du monde

Les autorités chinoises ont mis en service dimanche ce qu'elles présentent comme le plus haut pont du monde, à 625 mètres au-dessus d'une gorge dans la province montagneuse du Guizhou (sud), ont rapporté les médias d'Etat. Le pont du Grand Canyon de Huajiang supplante en hauteur celui de Beipanjiang, à 565 mètres au-dessus de la même rivière à une centaine de kilomètres dans la même province, a indiqué l'agence officielle Chine nouvelle. Le pont de Beipanjiang avait été ouvert à la circulation en 2016. Les véhicules ont commencé à emprunter la travée principale de 1.420 mètres de long soutenue par des pylônes s'élevant dans les nuages, montrent des images prises au drone par la télévision d'Etat. Les ingénieurs, les officiels locaux et les curieux attirés par la cérémonie ont fait part auprès des médias de leur fierté devant le résultat de trois années de travaux. "L'ouverture du pont du Grand Canyon de Huajiang réduit de deux heures à deux minutes le temps de parcours entre les deux côtés" de la gorge, a dit mercredi lors d'une conférence de presse la cheffe du département des transports dans la province, Zhang Yin. Elle a invoqué les retombées attendues de cette mise en service pour le développement économique et social. L'entrée en service de ce lien routier est une nouvelle manifestation de l'investissement massif de la Chine dans les grandes infrastructures au cours de décennies caractérisées par une croissance économique rapide et par l'urbanisation. La province escarpée du Guizhou abrite presque la moitié des 100 ponts les plus hauts du monde, selon Chine nouvelle.

COOPÉRATION

Attaf tient des entretiens bilatéraux avec son homologue allemand

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a tenu, dimanche à New York, des entretiens bilatéraux avec le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, M. Johann Wadephul, et ce, dans le cadre de sa participation aux travaux du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies, indique un communiqué du ministère. La rencontre a été "l'occasion de passer en revue le dialogue politique privilégié et le partenariat économique solide unissant l'Algérie et l'Allemagne, ainsi que d'examiner les perspectives de renforcement de ces relations bilatérales et de leur promotion au plus hauts niveaux, dans le cadre de la préparation de la prochaine visite du président de la République en Allemagne", a précisé la même source. Les deux ministres ont également évoqué "un ensemble de questions internationales et régionales, notamment la situation actuelle au Moyen-Orient et les derniers développements dans la région sahélo-saharienne", lit-on dans le communiqué.

ENTREVUE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AVEC LES MÉDIAS

La presse internationale à l'affut des positions algériennes

Les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée vendredi, ont largement été répercutées dans la presse internationale confirmant ainsi l'importance des positions algériennes sur l'échiquier mondial. Les rédactions internationales, considèrent les messages du président de la République comme des indicateurs forts à même de peser sur l'évolution des équilibres régionaux et des enjeux internationaux. Ainsi, la presse internationale s'est particulièrement intéressée aux questions liées à la géopolitique. Dans ce sens Agenzia Nova écrit: "Le président algérien Tebboune : Nous avons la stabilité, nous sommes le cœur battant de l'Afrique". Dans cet article, l'agence de presse italienne désigne l'Algérie comme "le cœur battant du continent africain", souhaitant "renforcer son rôle d'acteur équilibré et responsable, tant au niveau régional qu'international". Dans le même sens, L'économiste Maghrébin revenant sur les déclarations du président de la République concernant les relations entre l'Algérie et la Tunisie titre: "Tebboune balaie les soupçons d'ingérence". Le média tunisien écrit : "Interrogé sur la nature des relations entre Alger et Tunis, M. Abdelmadjid Tebboune, a choisi de mettre les points sur les i, rejetant toute accusation selon laquelle

son pays chercherait à interférer dans les affaires politiques tunisiennes". Il ajoute: "le chef de l'Etat a insisté sur la solidité du partenariat bilatéral, qu'il décrit comme exempt de toute ambiguïté qualifiant les spéculations d'agitation sans fondement+". De son côté, Al Akhbar de Mauritanie reprenant la déclaration du président de la République, titre : "Aucune tentative malveillante ne peut affecter nos relations avec la Mauritanie". L'article fait échos des propos du Président Abdelmadjid Tebboune indiquant que les relations entre l'Algérie et la Mauritanie reposent sur des bases solides qu'aucune tentative malveillante ne peut compromettre. L'agence de presse turque Anadolu a pour sa part mis l'accent sur la question palestinienne faisant sienne la déclaration du président de la République selon laquelle "l'illusion du «Grand Israël» relève de l'absurde". L'agence reprend l'affirmation du président de la République assurant qu'"Il n'existe pas de solution à la question palestinienne autre que celle fondée sur l'établissement d'un Etat palestinien selon les frontières de 1967 avec Al-Qods Al-Charif comme capitale". Le média rappelle également que le Sommet arabe tenu en Algérie en 2022 était basé sur ce même principe et sur la réorganisation des rangs palestiniens pour sortir avec une Organisation de libération de la Palestine (OLP) forte, en tant que

seul représentant légitime des Palestiniens et rapporte l'affirmation du président de la République rappelant que l'Algérie a "introduit la cause palestinienne à l'Assemblée générale (AG) des Nations unies, 143 Etats ayant voté l'année dernière en faveur de l'admission de l'Etat de Palestine en tant qu'Etat de plein droit et membre à part entière de l'ONU, des voix neutralisées par un veto qui est utilisé jusqu'à ce jour". Le quotidien panarabe Echark Al-Awsat titre "Tebboune appelle les Algériens à se préparer à faire face à la mère des batailles". Dans cet article, le média établi à Londres note que "l'Algérie s'est réveillée" en reprenant les propos du président de la République affirmant que le pays est devenu "effrayant pour certains... L'Algérie s'est réveillée et c'est ce qui leur fait peur". Echark Al-Awsat interprète ces propos par le fait que l'Algérie jouit de la souveraineté dans ses politiques économiques et de l'indépendance de ses décisions sur les questions internationales, ce qui suscite l'inquiétude de certains. Al Quds Alaraby, l'autre média panarabe a mis l'accent sur les déclarations relatives au volet socioéconomique en notant que le président de la République opte pour des augmentations des salaires des travailleurs et des pensions des retraités. Le média indique que l'objectif de ces mesures est de continuer à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens.

DIALOGUE MONDIAL SUR LA GOUVERNANCE DE L'IA

Saihi réaffirme à New York l'engagement de l'Algérie

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Abdelhak Saihi, a affirmé, à New York, l'engagement de l'Algérie à participer activement et de manière constructive au dialogue mondial sur la gouvernance de l'Intelligence Artificielle (IA), qui a débuté jeudi dernier, en marge des travaux de la 80e session de l'Assemblée générale (AG) des Nations unies, indique dimanche un communiqué du ministère. Dans une allocution prononcée lors de sa participation à la réunion de haut niveau pour le lancement de ce Dialogue mondial, en marge des travaux de la 80e session de l'Assemblée générale (AG) des Nations unies, à laquelle il prend part, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a réaffirmé "l'engagement de l'Algérie à participer activement et de manière constructive à ce

dialogue international", soulignant l'importance "d'adopter une approche globale et équitable permettant à tous d'exprimer leurs visions et d'inclure leurs préoccupations dans le processus de gouvernance de l'IA". Le lancement de ce dialogue et la création du Groupe scientifique international sur l'Intelligence Artificielle (IA), constituent "un pas important pour garantir un développement sûr, fiable et équitable des technologies de l'IA à l'échelle mondiale", a-t-il ajouté. Le ministre a, à cet égard, mis en avant "la vision prospective du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui s'est concrétisée à travers une stratégie nationale ambitieuse visant à adopter et à utiliser l'IA comme un outil efficace pour booster le développement, moderniser l'administration publique et améliorer sa performance". Il a, à cette occasion, passé en revue les prin-

cipales réalisations accomplies dans le cadre de cette stratégie, citant "la création de l'Ecole nationale supérieure d'Intelligence artificielle (ENSIA), le lancement de la réalisation du plus grand data center de la région, la mise en place de centres spécialisés pour le développement des compétences dans ce domaine, et la création d'un fonds d'investissement pour soutenir l'innovation". Après avoir souligné que ces initiatives nationales participaient d'"une vision régionale et internationale élargie", M. Saihi a rappelé l'organisation, par l'Algérie, d'événements et de conférences internationales sur l'IA, insistant sur la nécessité de placer le continent africain au cœur de ce processus technologique, partant, a-t-il dit, de la conviction ferme que "l'Afrique ne doit pas être en marge du progrès technologique mondial, mais en être un partenaire actif".